

Mars 2003

**Les achats écologiques : Des exemples  
d'expériences fructueuses en  
Amérique du Nord**

Rapport établi pour la  
**Commission de coopération environnementale  
de l'Amérique du Nord**

Par :  
**Five Winds International**

**Table des matières**

**Remerciements .....iii**

**Résumé ..... v**

**1 Introduction ..... 1**

**2 Les tendances et les approches ..... 2**

    Le secteur public ..... 2

    L'entreprise privée ..... 4

    Les approches adoptées en Amérique du Nord ..... 5

    Les activités ailleurs dans le monde ..... 7

    Les tendances futures ..... 7

    Le commerce international et les achats écologiques..... 9

**3 Les expériences fructueuses..... 11**

    Semarnat – Programme de gestion durable : achat de produits respectueux de l'environnement..... 12

*Department of Defense* des États-Unis – Polygone d'essai d'Aberdeen ..... 15

*Center for a New American Dream* – Groupe de travail sur les produits de nettoyage ..... 18

    Anheuser-Busch – Programme d'approvisionnement écologique ..... 22

*New York City Transit* – Division de la gestion du programme d'immobilisations ..... 25

    Municipalité de Kolding (Danemark) – Stratégie d'approvisionnement écologique ..... 28

    Interface Inc. Global Flooring Systems – Recherche de solutions de concert avec les fournisseurs ... 30

    Cargill Dow LLC – Stratégie de conception et d'approvisionnement écologiques ..... 33

*Marine Stewardship Council* – Écoétiquetage des poissons et fruits de mer ..... 36

**4 Analyse de rentabilité..... 39**

    La valeur commerciale des achats écologiques pour les organisations ..... 39

    La mesure des avantages ..... 42

    Pourquoi maintenant? ..... 43

    Les défis à relever..... 44

**5 Conclusions ..... 46**

**Annexe I Les attributs écologiques des produits ..... 49**

**Annexe II Les programmes d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord ..... 50**

    Entreprises privées ..... 50

    Programmes des gouvernements fédéraux et organisations internationales..... 51

    Programmes des gouvernements étatiques, provinciaux et locaux ..... 52

    Organismes de soutien des programmes d'approvisionnement écologique ..... 55

## Remerciements

Tout partage de l'expérience acquise et des modèles de réussite dépend de l'enthousiasme et de la collaboration des groupes participants. Le présent rapport a été établi à partir d'entrevues, ainsi que de descriptions d'expériences fructueuses fournies par plusieurs entreprises et organismes. La franchise et l'honnêteté avec lesquelles ces organisations nous ont communiqué leurs renseignements en aidant d'autres à concevoir des programmes d'approvisionnement écologique. Nous remercions sincèrement les organismes gouvernementaux, entreprises et groupes non gouvernementaux qui ont pris le temps de s'entretenir avec nous et de nous faire bénéficier de leurs connaissances :

- *Center for a New American Dream* (CNAD, Centre pour un nouveau rêve américain)
- *Consumer's Choice Council* (CCC, Conseil sur le choix du consommateur)
- Conseil international pour les initiatives écologiques communales – Secrétariat mondial
- Compagnie Interface Flooring
- Ville de Toronto
- Terrachoice Environmental Services Inc.
- Programme *Green Seal* (Sceau vert)

Nous remercions également les organismes et entreprises qui ont rédigé des descriptions de leurs programmes et initiatives d'approvisionnement écologique, et dont les exposés sont reproduits dans le présent rapport :

- *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, Secrétariat à l'Environnement et aux Ressources naturelles du Mexique)
- *Department of Defense* (ministère de la Défense des États-Unis) – Polygone d'essai d'Aberdeen
- CNAD – Groupe de travail sur les produits de nettoyage
- Anheuser-Busch – Programme d'approvisionnement écologique
- *New York City Transit* (NYCT, Service de transport de la ville de New York) – Division de la gestion du programme d'immobilisations
- Municipalité de Kolding (Danemark) – Programme d'approvisionnement écologique
- Interface Inc. Global Flooring Systems
- Cargill Dow LLC
- *Marine Stewardship Council* (MSC, Conseil de gestion des produits de la mer)

Les coordonnées d'une personne-ressource dans ces organismes et entreprises sont indiquées à la fin de chaque description d'expérience fructueuse présentée au chapitre 3.

Nous remercions enfin les représentants de la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord, non seulement pour le soutien financier accordé à l'étude, mais également pour leurs conseils, leurs commentaires et leur patience tout au long de la réalisation du projet. Le groupe chargé de l'étude était composé de Ralf Nielsen, Kevin Brady et Jennifer Hall, de la firme Five Winds International. Pour obtenir des renseignements additionnels sur le présent rapport, prière de communiquer avec :

Chantal Line Carpentier

Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord

[clcarpentier@ccemtl.org](mailto:clcarpentier@ccemtl.org)

Tél. : +1 (514) 350-4336

- ou -

Ralf Nielsen

Five Winds International

[r.nielsen@fivewinds.com](mailto:r.nielsen@fivewinds.com)

Tél. : +1 (819) 682-1137



## Résumé

Aux quatre coins du monde, de nombreuses organisations s'appliquent à acheter des produits et services qui causent moins de dommages à l'environnement local et planétaire. En Amérique du Nord, des organismes du secteur public et des entreprises privées adoptent des pratiques d'approvisionnement qui tiennent compte de facteurs écologiques (et sociaux), pratiques connues sous le nom d'achats écologiques. Ces activités sont l'un des éléments d'un plus vaste mouvement qui privilégie l'adoption de modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement.

### **Les tendances et les approches**

À l'échelle internationale, en 1997, le marché des achats gouvernementaux représentait entre 5 % et 18 % du produit intérieur brut (PIB) dans les pays membres de l'OCDE<sup>1</sup>. En Amérique du Nord, selon la revue *The Economist*, les dépenses de tous les ordres de gouvernement réunis se sont élevées à 3 billions de dollars américains en 2002, dans une économie correspondant au total à 11 billions de dollars américains. En raison de leur important pouvoir d'achat, les administrations publiques ont compris qu'en adoptant des pratiques d'approvisionnement écologique, elles pouvaient :

- améliorer leur propre performance environnementale;
- réduire la consommation de matières, de ressources et d'énergie;
- stimuler l'expansion des entreprises et la création de nouveaux marchés de produits et services;
- stimuler la mise au point de produits écologiques novateurs.

Les gouvernements prennent conscience des avantages que comportent les achats écologiques, par exemple les économies engendrées par la réduction de la consommation d'énergie et de ressources ainsi que la diminution des coûts liés à la gestion des produits non écologiques. Ils retirent également d'autres avantages d'ordre qualitatif, comme l'amélioration de leur image et la réalisation d'objectifs en matière de politiques et de programmes. La sensibilisation aux possibilités qui s'offrent dans ce domaine est un facteur clé de l'expansion des achats écologiques à tous les échelons de gouvernement.

Dans l'entreprise privée, des chefs de file ont également amorcé un important mouvement d'adoption de programmes d'approvisionnement écologique. De nombreuses compagnies s'emploient à améliorer la performance environnementale de leurs méthodes d'exploitation et de leurs produits; l'écologisation des achats se situe dans le prolongement logique de ces activités. Tout comme les administrations publiques, les organisations du secteur privé ont adopté au cours des deux dernières décennies des pratiques d'approvisionnement écologique pour l'acquisition de certains produits (p. ex., papier contenant des matières recyclées, énergie renouvelable, peintures et produits de nettoyage plus respectueux de l'environnement), mais elles se préoccupent également des matières premières et des substances chimiques qu'elles achètent pour fabriquer leurs produits et fournir leurs services. Ayant pour objectif de réduire leurs coûts aussi bien que leurs risques, ces entreprises se soucient non seulement de leurs propres activités, mais aussi de celles de leurs fournisseurs. Les compagnies à la fine pointe du progrès ont recours à l'évaluation du cycle de vie et utilisent des outils de suivi des matières afin de repérer, parmi les substances entrant dans leurs procédés de fabrication, celles qui engendrent des risques importants pour l'environnement, la santé et la sécurité, et elles modifient ensuite la conception de leurs produits de manière à y éliminer ces substances ou à en réduire la quantité. Dans le secteur privé, l'écologisation des achats est considérée comme un moyen d'améliorer les produits et les méthodes d'exploitation, du point de vue de l'environnement, afin de réduire les risques et le coût total de possession, ainsi que d'améliorer la performance environnementale de la chaîne d'approvisionnement.

En dépit de certaines différences d'une organisation à l'autre, les programmes d'approvisionnement écologique mis en œuvre dans les secteurs public et privé adoptent essentiellement quatre approches :

---

<sup>1</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.

- l'achat de produits ou services écoétiquetés;
- l'évaluation interne des produits et services envisagés;
- l'évaluation par un tiers des produits et services envisagés;
- les interventions touchant la chaîne d'approvisionnement.

Souvent, tant dans l'administration publique que dans l'entreprise privée, ce sont les services chargés de l'administration, de l'approvisionnement, de l'environnement ou de l'exploitation qui sont l'élément moteur de l'adoption de ces approches. Dans les organismes gouvernementaux, les activités d'approvisionnement écologique sont généralement basées sur des normes établies concernant les produits ou sur des programmes d'écoétiquetage et de certification qui indiquent les attributs écologiques ou la performance environnementale des produits achetés. Conscientes de l'impératif du bénéfice net, les entreprises privées qui sont à la tête du mouvement considèrent l'écologisation des achats comme une composante logique d'un programme efficace de gestion des acquisitions et de la chaîne d'approvisionnement. Ces compagnies s'appuient fréquemment sur des évaluations internes et sur des évaluations par des tiers pour prendre leurs décisions d'achat. Les entreprises privées, cependant, sont réticentes à mettre en place des programmes d'approvisionnement écologique si ceux-ci ne comportent pas d'avantages commerciaux clairement démontrés pour elles-mêmes ou pour leurs clients.

### **Les avantages des achats écologiques**

La série d'expériences fructueuses décrites au chapitre 3 du présent rapport montre que des activités d'écologisation des achats sont actuellement en cours à divers échelons de gouvernement et dans l'entreprise privée en Amérique du Nord. Ces exemples de réussite témoignent des arguments commerciaux et des avantages concrets qui peuvent inciter les organisations des secteurs public et privé à appliquer des programmes d'approvisionnement écologique. Ces avantages comprennent les suivants :

- les coûts évités : la réduction des frais de gestion des déchets et des matières dangereuses, ainsi que du temps nécessité et des coûts occasionnés par la production de rapports;
- les économies engendrées par la conservation d'énergie, d'eau, de combustibles et d'autres ressources;
- la simplification du respect de la réglementation environnementale;
- la démonstration de l'exercice d'une diligence raisonnable;
- la réduction des risques d'accident, de la responsabilité légale et des coûts liés à la santé et à la sécurité;
- le soutien d'une stratégie et d'une vision axées sur l'écologie et la durabilité;
- l'amélioration de l'image et de la réputation de l'entreprise, ainsi que de l'image de marque;
- l'amélioration de la santé des employés et de la collectivité grâce à la réduction de la pollution de l'air et de l'eau, du volume de déchets à éliminer et des ressources utilisées;
- la hausse de la valeur pour les actionnaires.

Si les achats écologiques engendrent divers autres avantages, les économies réalisées et la réduction des risques sont peut-être ceux qui se manifestent de la façon la plus constante dans tous les types de secteurs d'activité et d'organisations. Les facteurs d'ordre qualitatif tels que l'amélioration de l'image de la compagnie et de la marque, ou l'aptitude à respecter les engagements touchant l'environnement, représentent d'autres avantages clés qui méritent d'être pris en compte dans un climat où les activités des organismes publics et des entreprises sont de plus en plus influencées par des citoyens, des organisations non gouvernementales et des travailleurs bien renseignés sur les enjeux environnementaux et sociaux liés aux produits et aux services. La façon de mesurer ces avantages varie dans l'administration publique et dans le secteur privé. D'ordinaire, on quantifie les économies directes, les avantages pour l'environnement et les dépenses engagées, ou l'on estime les économies cachées ou indirectes. Le chapitre 4 du présent rapport passe en revue les méthodes de mesure employées; on y présente également des arguments qui mettent en relief l'importance de l'écologisation des achats, à l'époque actuelle, tant pour les organismes gouvernementaux que pour les entreprises. On examine ensuite les principaux

obstacles qui pourraient entraver l'expansion des programmes d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord.

### **Conclusions**

L'écologisation des achats n'est pas un mouvement éphémère. Les expériences fructueuses décrites dans le présent rapport, ainsi que dans d'autres sources, illustrent les avantages et les possibilités qu'offre l'approvisionnement « vert » en Amérique du Nord. Il existe un éventail de ressources et d'organisations qui peuvent aider les organismes publics et les entreprises privées à adopter des pratiques d'approvisionnement écologique. Ces pratiques varient souvent en fonction du service, du produit, des ressources ou des matériaux achetés. Le fait d'évaluer, dans le cadre du processus d'acquisition, non seulement les critères traditionnels du coût, de la qualité, de la sécurité et du rendement technique des produits ou services, mais aussi les aspects liés à l'environnement et à la santé (et de leur accorder l'importance voulue dans les décisions d'achat), continue d'être le principal défi auquel font face tant les organismes publics que les entreprises privées. Il y a plusieurs défis à relever dans ce domaine, mais on s'emploie à les définir et à les résoudre. Facteur important, les accords commerciaux internationaux n'instituent pas d'obstacles graves à l'approvisionnement écologique en Amérique du Nord<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Early, J. 2003. *Green Procurement in Trade Policy*. Montréal : CCE. 19 p.

## 1 Introduction

La Commission de coopération environnementale (CCE) participe aux activités d'un réseau trinational d'organisations qui joue un rôle de coordination afin de réunir les différents groupes s'intéressant à l'écologisation des achats à l'échelle nord-américaine; ce réseau est appelé Projet sur les achats écologiques en Amérique du Nord (PAEAN). Les groupes participants sont représentatifs de tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement, depuis les fabricants, fournisseurs et distributeurs jusqu'aux responsables des achats dans les institutions, aux organismes de normalisation et de certification et aux diffuseurs d'information. Le PAEAN a pour objectif d'améliorer la qualité de notre environnement continental commun en favorisant l'écologisation des achats. Il coordonne la réalisation des activités suivantes :

- Compiler et tenir à jour une liste des activités courantes d'approvisionnement écologique.
- Suivre de près les activités des membres du PAEAN, ainsi que celles d'autres intervenants dans le domaine de l'écologisation des achats, afin d'éviter le dédoublement involontaire des tâches.
- Créer un mécanisme unifié de diffusion et établir un protocole en vue de sensibiliser les fabricants, les responsables des achats, les dirigeants politiques, les journalistes et le grand public, lorsqu'une telle approche unifiée est avantageuse pour tous les membres du PAEAN.
- Faciliter la mise au point d'un style de promotion commun, avantageux pour tous.
- Constituer et tenir à jour une base de données sur les ressources (p. ex., modules de formation, conférenciers, formateurs).
- Tenir des conférences téléphoniques trimestrielles permettant aux membres du PAEAN de discuter de questions liées à leurs travaux.
- Lancer des campagnes concertées en vue d'améliorer la performance environnementale de certaines catégories de produits.
- Déterminer les besoins en recherche (p. ex., la nécessité de mieux quantifier les bienfaits environnementaux des achats écologiques) et chercher en commun des sources de financement afin de répondre à ces besoins.

Le présent rapport a pour objet de résumer brièvement les tendances et les approches observées, dans les secteurs public et privé en matière d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord. Il décrit également une série d'expériences fructueuses menées dans des organismes gouvernementaux et des entreprises, ainsi que plusieurs avantages commerciaux engendrés par les achats écologiques<sup>3</sup>.

L'information contenue dans le présent rapport est basée sur l'expérience des membres du PAEAN et sur divers ouvrages portant sur les achats écologiques. Afin de favoriser le partage des expériences et la collaboration, nous fournissons tout au long du rapport des références bibliographiques ainsi que les coordonnées de personnes-ressources dans divers organismes et entreprises.

---

<sup>3</sup> Pour des raisons de clarté, les expressions « achats écologiques » et « approvisionnement écologique » sont utilisées le plus fréquemment tout au long du présent rapport. Dans la pratique, on emploie également, entre autres, les expressions suivantes pour désigner la même notion : « approvisionnement en produits écologiques », « approvisionnement respectueux de l'environnement », « acquisition écologique », « achat de produits écologiquement rationnels », « approvisionnement vert », « achat d'écoproduits ».



## 2 Les tendances et les approches

Aux quatre coins du monde, de nombreuses organisations des secteurs public et privé s'appliquent à acheter des produits et services qui causent moins de dommages à l'environnement local et planétaire. Ces activités font partie d'un plus vaste mouvement qui privilégie l'adoption de modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement.

### Le secteur public

À l'échelle internationale, en 1997, le marché des acquisitions gouvernementales représentait entre 5 % et 18 % du produit intérieur brut (PIB) dans les pays membres de l'OCDE<sup>4</sup>. En raison de leur important pouvoir d'achat, les administrations publiques ont compris qu'en adoptant des pratiques d'approvisionnement écologique, elles pouvaient :

- améliorer leur propre performance environnementale;
- réduire la consommation de matières, de ressources et d'énergie;
- stimuler l'expansion des entreprises et la création de nouveaux marchés de produits et services;
- stimuler la mise au point de produits écologiques novateurs.

Dans une récente série de recommandations, le Conseil de l'OCDE exhortait les gouvernements des pays membres à adopter des politiques d'écologisation des marchés publics, à établir des méthodes de détermination des produits conformes à ces politiques, à fournir l'information et le soutien technique nécessaires et à évaluer les progrès accomplis en matière d'approvisionnement écologique<sup>5</sup>.

En Amérique du Nord, selon la revue *The Economist*, les dépenses de tous les ordres de gouvernement réunis se sont élevées à 3 billions de dollars américains en 2002, dans une économie correspondant au total à 11 billions de dollars américains. Au Canada, le gouvernement fédéral est le principal acheteur du pays et dépense annuellement 11,6 milliards de dollars canadiens en produits et services<sup>6</sup>. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral achète à lui seul, tous les ans, plus de 200 milliards de dollars américains de biens et services<sup>7</sup>. Ensemble, les gouvernements fédéral, étatiques et locaux aux États-Unis dépensent plus de 385 milliards de dollars américains par année, soit 20 % des dépenses engagées dans l'ensemble de l'économie du pays<sup>8</sup>.

Ces sommes indiquent bien l'influence que les gouvernements peuvent avoir sur le marché, de même que sur la performance environnementale et sociale des entreprises qui exercent leur activité sur ce marché. Conscients de cette influence, et sous l'effet de divers facteurs, de multiples organismes gouvernementaux nord-américains ont adopté des pratiques d'approvisionnement qui tiennent compte de considérations d'ordre écologique (et social), pratiques connues sous le nom d'achats écologiques.

### L'évolution des achats écologiques dans les administrations publiques

Les exigences relatives à l'approvisionnement « vert » dans le secteur public ont considérablement évolué au cours des deux dernières décennies en Amérique du Nord. En 1993, aux États-Unis, le président Bill Clinton signait le décret 12873, aux termes duquel tous les établissements fédéraux devaient acheter des ordinateurs, imprimantes et moniteurs certifiés par le programme *Energy Star*<sup>TM</sup> (Étoile de rendement énergétique). Depuis, dans ce pays, de nombreux gouvernements étatiques et municipaux ont emboîté le

<sup>4</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.

<sup>5</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. *Recommandation du Conseil sur l'amélioration des performances environnementales des marchés publics*. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.

<sup>6</sup> Environnement Canada. 1998. *Vers l'écologisation des approvisionnements gouvernementaux – Une étude de cas : Environnement Canada*. Services ministériels, Direction générale de l'administration.

<sup>7</sup> EPA. 1999. *Environmentally Preferable Purchasing: Painting the town green—Aberdeen Proving Ground's Paint Pilot Project*. EPA742-R-99-005.

<sup>8</sup> Case, S., cité dans : *The Environmental Magazine*. 2002. "Harnessing the Procurement Power of Governments, Hospitals, Colleges and Corporations to Protect the Environment." Le 8 novembre 2002. Voir : <[www.enn.com/news.enn-stories/2002/11/110802/s\\_48684.asp](http://www.enn.com/news.enn-stories/2002/11/110802/s_48684.asp)>.

pas en publiant des décrets ou en adoptant des lois et règlements. Par exemple, le décret 111 du gouverneur de l'État de New York, portant sur l'écologisation des immeubles et des véhicules de l'État, fixe des objectifs, en matière de rendement énergétique et de carburants de remplacement pour les véhicules, qui obligeront à faire preuve d'innovation dans les décisions d'achat. À l'échelon fédéral, le décret 13101, portant sur l'écologisation du gouvernement par la réduction des déchets, le recyclage et les méthodes d'approvisionnement, prescrit que les établissements fédéraux américains doivent adopter des pratiques d'achat de « produits écologiquement rationnels »<sup>9</sup>. D'autres exigences qui auront des effets sur les marchés publics et les achats gouvernementaux de produits et services sont également imposées par des textes législatifs de plus vaste portée tels que la *Clean Air Act* (CAA, Loi sur l'air salubre), aux États-Unis, et les dispositions législatives obligeant tous les ministères fédéraux, au Canada, à adopter des stratégies de développement durable.

Au Mexique, le gouvernement fédéral a mis en place un programme d'écologisation des achats<sup>10</sup>. L'administration de la ville de Mexico, à l'instar de beaucoup d'autres gouvernements étatiques et municipalités, est par ailleurs en train d'élaborer un système de gestion de l'environnement qui l'amènera à réduire les répercussions sur le milieu de ses activités de gestion et d'exploitation (consommation de ressources, émission de polluants atmosphériques, eaux usées et production de déchets) et qui lui permettra, à long terme, d'intégrer des critères écologiques à la planification urbaine (de manière à assurer un développement durable). Dans le cadre de ces travaux d'élaboration, on accorde une importance particulière aux activités suivantes de l'administration de Mexico : l'achat de matériel d'éclairage public, la construction, l'entretien des routes et rues et la gestion des espaces verts (produits chimiques, pesticides, engrais, etc.)<sup>11</sup>.

Que ce soit avant l'imposition de telles exigences ou par suite de ces dernières, les organismes gouvernementaux ont mis en place des programmes d'approvisionnement écologique prescrivant, entre autres, l'achat de certains écoproduits (p. ex., papier contenant des matières recyclées), le choix d'hôtels « écologiques » et l'incorporation de clauses relatives à l'environnement dans les marchés publics. Des écoétiquettes comme *Energy Star* et *Green Seal* (Sceau vert), aux États-Unis, ou Choix environnemental, au Canada, ont pris de l'importance comme moyens de renseigner les consommateurs et les responsables des achats gouvernementaux sur les attributs écologiques des produits; en 1998, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a publié des normes relatives à l'écoétiquetage des produits et services à l'échelle mondiale (norme ISO 14020 sur les principes généraux concernant les étiquettes et déclarations environnementales). Afin d'aider les responsables des achats à comprendre ces étiquettes et à formuler des critères d'approvisionnement écologique, on a mis sur pied diverses organisations ayant pour tâche de promouvoir le réseautage chez les agents d'approvisionnement, notamment : le comité *Governments Incorporating Procurement Policies to Eliminate Refuse* (GIPPER, Comité pour l'adoption par les gouvernements de politiques d'acquisition en vue d'éliminer les déchets), le *Buy It Green Network* (BIG-Net, Réseau des responsables pour l'achat vert) et le *Center for a New American Dream* (CNAD, Centre pour un nouveau rêve américain).

Plusieurs de ces programmes bénéficient de l'appui de maires, de gouverneurs ou de décideurs de haut niveau, mais en général, bon nombre des activités d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord sont issues de la base, ayant été amorcées par les services s'occupant d'administration ou d'environnement dans les administrations publiques ou les entreprises privées. Peu importe le programme, l'un des éléments clés de l'écologisation des achats consiste à comprendre les compromis à faire et à réaliser l'équilibre entre des critères d'achat tels que le coût, la qualité, le rendement et la sécurité, et les attributs écologiques des produits ou services.

<sup>9</sup> *Environmentally preferable products*. Entre autres, le décret 13101 prescrit que les organismes fédéraux doivent se conformer aux politiques de l'organe exécutif en ce qui concerne l'acquisition et l'utilisation de produits et services écologiquement rationnels, ainsi que mettre en place des programmes rentables d'approvisionnement favorisant l'achat de tels produits et services.

<sup>10</sup> Mohninger, B. 1999. « Approaches for Green Procurement in the Government of Jamaica » (ébauche). Document établi pour le Programme d'action environnementale, le 27 septembre 1999, Canada.

<sup>11</sup> *Sistema de Administración Ambiental* (Système de gestion de l'environnement de l'administration municipale de Mexico). Voir : <[http://www.sma.df.gob.mx/saa/antecedentes\\_ingles.htm](http://www.sma.df.gob.mx/saa/antecedentes_ingles.htm)>.

Les gouvernements ne se bornent pas à reconnaître leur position influente, leurs responsabilités en matière d'amélioration de leur propre performance environnementale et leur aptitude à promouvoir les produits écologiques; ils établissent également des liens entre les avantages des achats écologiques et leurs responsabilités fiscales, leurs activités de création d'emplois et les objectifs de la santé et du bien-être de la collectivité<sup>12</sup>. La prise de conscience de ces possibilités est un facteur déterminant de l'expansion de l'approvisionnement écologique dans les organismes gouvernementaux.

### **L'entreprise privée**

Des chefs de file de l'entreprise privée ont également amorcé un important mouvement d'écologisation de leurs pratiques d'achat. Pour donner un exemple parmi tant d'autres, la compagnie Home Depot (dont le volume d'achats annuel s'élève à 40 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale) a adopté des programmes d'acquisition et de vente de produits écologiquement rationnels<sup>13</sup>. De nombreuses entreprises travaillent à améliorer la performance environnementale de leurs méthodes d'exploitation et de leurs produits, et les achats écologiques se situent dans le prolongement logique de ces activités. À l'instar des acheteurs du secteur public, des organisations du secteur privé ont adopté au cours des deux dernières décennies des pratiques d'approvisionnement écologique visant certains produits (p. ex., papier contenant des matières recyclées, énergie renouvelable, peintures et produits de nettoyage respectueux de l'environnement); certaines autres ont élaboré des politiques d'écologisation concernant une plus vaste gamme de produits, de services et d'enjeux environnementaux. Les avantages commerciaux de toutes ces activités sont maintenant mieux connus et les achats écologiques continuent de prendre de l'expansion dans le secteur privé.

Dans les entreprises axées sur la fabrication ou sur les processus, comme la compagnie Daimler Chrysler, les pratiques d'approvisionnement écologique visent les matières premières et les substances chimiques employées pour la fabrication de leurs produits ou la prestation de leurs services. Par conséquent, ces sociétés se soucient non seulement de leurs propres activités, mais aussi des matériaux et produits chimiques utilisés par leurs fournisseurs. Ayant pour objectif de réduire les coûts, les entreprises à la fine pointe du progrès ont recours à l'évaluation du cycle de vie ainsi qu'à des outils de suivi des matières afin de déceler, parmi les substances entrant dans leurs procédés de fabrication, celles qui engendrent d'importants risques pour l'environnement, la santé et la sécurité, et elles modifient la conception de leurs produits de manière à y éliminer ces substances ou à en réduire la quantité. Souvent, les risques occasionnés par l'utilisation d'une substance préoccupante sont associés à des coûts quantifiables pour l'entreprise (p. ex., coûts liés à la présentation de rapports à l'Inventaire national des rejets de polluants, au Canada), pour ses fournisseurs (p. ex., frais spéciaux de manutention et de transport), pour les utilisateurs (p. ex., coût du matériel de protection et de la formation) ou pour le transformateur en fin de vie utile (p. ex., frais d'élimination des déchets dangereux)<sup>14</sup>. Les chefs de file parmi les sociétés du secteur privé ont pu tirer parti de la diminution de ces risques de façon à réduire les coûts et à en retirer des avantages commerciaux.

En outre, les entreprises sont soumises à un examen de plus en plus minutieux de la part du public. L'information sur la source première des produits (p. ex., dans le cas du café ou du poisson) et des services est de plus en plus accessible pour les organisations non gouvernementales (ONG), les consommateurs et les électeurs. Dans la chaîne d'approvisionnement, des fournisseurs davantage sensibilisés contribuent au retrait de certaines substances des produits (p. ex., le mercure dans les interrupteurs des véhicules automobiles, les retardateurs de flamme bromés dans le matériel électronique ou le plomb dans les peintures, etc.). L'évolution de la réglementation est un autre facteur qui amène les compagnies centrées sur la fabrication de produits à examiner leurs pratiques d'approvisionnement concernant les composantes, les matières premières et les substances chimiques. Les nouveaux accords

<sup>12</sup> Kerr, R. Communication personnelle. Le 13 décembre 2002.

<sup>13</sup> Annette Vershuren, présidente, Home Depot Canada. Exposé présenté dans le cadre du colloque *Linking Sustainable Development to Shareholder Value* (Établissement de liens entre le développement durable et la valeur pour les actionnaires), Toronto, décembre 2002.

<sup>14</sup> Rowle, Barton, Brady. 1999. *Mapping the Journey*. Londres : Greenleaf, p. 182–183.

volontaires et règlements officiels accordent de plus en plus d'importance à la « responsabilité élargie du producteur », selon laquelle le fabricant peut être tenu d'assumer la responsabilité de ses produits lorsque ceux-ci atteignent la fin de leur vie utile. Cette extension de la responsabilité du fabricant accroît la portée des concepts de la responsabilité légale et des risques liés aux produits<sup>15</sup>.

En raison des économies possibles, de la sensibilisation accrue du public et de l'élargissement de la responsabilité des producteurs, les chefs de file de l'entreprise privée établissent un lien entre l'approvisionnement écologique et le rendement financier. Des décisions d'achat éclairées qui prennent en compte les attributs écologiques des produits et services peuvent se révéler avantageuses pour une entreprise en réduisant les risques, la responsabilité légale et les coûts, de même qu'en améliorant l'efficacité opérationnelle, la qualité et le rendement des produits ainsi que la gestion de la chaîne d'approvisionnement. En vue de favoriser cette tendance, la CCE travaille à préciser les liens entre la réduction des risques liés aux produits, l'abaissement des coûts et la diminution des risques économiques. L'objectif est de permettre aux établissements financiers de calculer la valeur intégrale des entreprises pourvues de programmes environnementaux lorsqu'ils prennent leurs décisions de prêt. Plus précisément, dans le cadre du projet de la CCE, on axe les travaux sur deux champs d'analyse en vue d'élucider les relations réciproques entre les finances et l'environnement : les répercussions de l'information environnementale sur les marchés financiers et les possibilités d'investissement dans le « secteur » écologique.

### Résumé

Les organisations (celles du secteur privé aussi bien que du secteur public) reconnaissent que les achats écologiques comportent des avantages financiers et offrent d'importantes possibilités de réduction des risques<sup>16</sup>. Ainsi, les matières premières, ressources, substances chimiques, composantes, produits ou services qui sont « écologiquement rationnels » peuvent être la source d'une importante valeur commerciale. Dans un climat concurrentiel se caractérisant par un accroissement de la sous-traitance, de la réglementation, des risques et des pressions du marché, les chefs de file de l'entreprise privée sont à la recherche de produits et de services écorationnels. Ils sont aussi à la recherche d'alliés, parmi les fournisseurs, qui sont désireux d'améliorer leur propre performance sur le plan de l'environnement, de la santé et de la sécurité.

La valeur de l'approvisionnement écologique pour les entreprises est examinée plus en détail au **chapitre 4**, « Analyse de rentabilité ».

### Les approches adoptées en Amérique du Nord

L'ampleur des programmes d'approvisionnement « vert » mis en œuvre dans les secteurs public et privé varie beaucoup, depuis les activités axées sur l'achat d'un produit unique comportant un seul attribut écologique<sup>17</sup> (p. ex., du papier contenant des matières recyclées) jusqu'aux programmes d'acquisition d'une gamme de produits, matériaux et substances chimiques évalués selon de nombreux attributs écologiques (p. ex., toxicité, consommation d'énergie, exigences de déclaration, coût de stockage et de manutention). En général, les programmes des organismes gouvernementaux et des entreprises privées adoptent quatre grandes approches :

- **L'achat de produits ou services écoétiquetés.** Des programmes d'écoétiquetage comme *Energy Star*, *Green Seal*, *Blauer Engel* (Ange bleu), *Eco-Mark* (Éco-marque) ou LEED™ (*Leadership in Energy and Environmental Design* – Leadership en matière d'énergie et de conception écologique) ont été créés pour aider les organisations à prendre leurs décisions d'achat. Même si

<sup>15</sup> On trouve une indication de cette réalité nouvelle dans plusieurs directives de l'Union européenne (UE) portant sur les véhicules en fin de vie, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et la limitation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, ainsi que dans un projet de directive de l'UE sur la prise en compte des contraintes environnementales dans la conception des produits.

<sup>16</sup> Global Environmental Management Initiative. 2001. *New Paths to Business Value : Strategic Sourcing—Environment, Health and Safety*. Washington (D.C.).

<sup>17</sup> On trouvera à l'annexe 1 une liste d'attributs écologiques des produits et de motifs pour lesquels il convient de les prendre en compte dans les décisions d'achat.

ces programmes ont tendance à être axés sur les produits de consommation (fournitures de bureau, produits de nettoyage, peintures, etc.), pour de nombreuses organisations, l'acquisition de produits et services écoétiquetés ou certifiés constitue une première étape simple dans le cadre d'un processus d'écologisation des achats. Par exemple, l'État du Massachusetts a incorporé dans ses appels d'offres les critères *Green Seal* applicables aux produits de nettoyage. Au Canada (Choix environnemental) et aux États-Unis (*Green Seal*), l'écoétiquetage tout d'abord centré sur les produits de consommation s'est maintenant étendu aux produits et services échangés entre entreprises.

- **L'évaluation interne des produits et services envisagés.** Les organisations, particulièrement celles qui oeuvrent dans des domaines spécialisés (p. ex., métaux, produits chimiques, services), élaborent des outils et établissent des méthodes et normes, ainsi que des restrictions ou interdictions pour pouvoir évaluer elles-mêmes la performance environnementale des biens qu'elles achètent et se procurer des produits plus écologiques. Leurs évaluations sont fondées sur une combinaison d'exigences réglementaires, de considérations relatives à la sécurité, à la santé et à la fonctionnalité, de même que d'autres critères existants relatifs aux produits. Cette approche procure de la souplesse aux organisations, puisque celles-ci peuvent établir leurs propres critères en fonction de leurs besoins ou des exigences de leurs clients<sup>18</sup>. L'achat de produits écoétiquetés peut également être inclus dans les programmes de ce genre. Par exemple, le service d'approvisionnement de l'État de Washington a établi, en collaboration avec le service de l'environnement, son propre modèle de contrat concernant les produits de nettoyage écologiquement rationnels<sup>19</sup>. L'État de la Californie est en train d'élaborer un guide pour la formulation de ses propres critères concernant les produits écorationnels<sup>20</sup>.
- **L'évaluation par un tiers des produits et services envisagés.** Selon cette approche, l'organisation a recours à un tiers pour évaluer les produits ou services qu'elle achète. Par exemple, la firme canadienne Terra Choice évalue des terrains de golf, des marinas et des hôtels et leur attribue une cote écologique Feuille verte (un plus grand nombre de feuilles indique une meilleure performance environnementale dans le groupe d'entreprises visé). Ce système permet de miser sur la transparence et la crédibilité des méthodes appliquées par le tiers. Souvent, des fabricants demandent qu'un tiers procède à des essais de matériaux ou de produits pour s'assurer de satisfaire aux exigences de leurs clients (p. ex., émissions de composés organiques volatils par les matériaux de construction et d'ameublement).
- **Les interventions touchant la chaîne d'approvisionnement.** Selon cette approche, on mène une combinaison d'activités liées aux trois approches décrites ci-dessus, mais on adopte également la vision à long terme d'une « écologisation de la chaîne d'approvisionnement » en vue d'atteindre des objectifs d'efficacité opérationnelle, de réduction des risques et d'abaissement des coûts. Les programmes de partenariat et l'évaluation des installations et méthodes d'exploitation des fournisseurs en fonction d'une norme gouvernementale ou industrielle sont des composantes caractéristiques de ces interventions. On accorde moins d'importance à l'évaluation de la performance environnementale des produits ou services achetés; on attend plutôt des fournisseurs qu'ils décèlent des moyens d'améliorer la performance, qu'ils conçoivent des solutions de rechange et qu'ils présentent ces dernières à titre d'options (dans le cadre de l'interaction fournisseur-client) en vue d'améliorer l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, en travaillant directement avec ses fournisseurs, la société Interface Inc. est parvenue à éliminer des substances à déclaration obligatoire (toxiques) de sa chaîne de production, à installer des systèmes de chauffage, ventilation et climatisation sans chlorofluorocarbures (CFC) dans ses propres installations (avant même que la technologie ne soit disponible sur le marché), ainsi qu'à supprimer, notamment, certaines étapes inutiles de transport lors de la fabrication de moquettes.

<sup>18</sup> Voir le cas du *New York City Transit* (NYCT, Service de transport de la ville de New York) parmi les expériences fructueuses décrites au chapitre 3.

<sup>19</sup> PPRC. 1999. *Sustainability and Green Procurement : Getting Down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir <<http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html>>.

<sup>20</sup> Weissman, A. Communication personnelle. Le 3 décembre 2002.

## Les activités ailleurs dans le monde

Il existe certaines différences observables entre les approches adoptées en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde en matière d'achats écologiques. En Europe, les programmes d'écoétiquetage ont bénéficié d'une plus grande visibilité que sur le continent nord-américain. En conséquence, les consommateurs et responsables de l'approvisionnement européens ont actuellement à leur disposition un plus grand nombre de produits écologiquement rationnels, depuis les aliments biologiques (offerts au même titre que les aliments non biologiques dans les supermarchés) jusqu'aux voitures et aux blocs électrogènes écoétiquetés (plus précisément, portant des étiquettes de type III ou faisant l'objet de déclarations concernant le caractère écologique).

Dans un Livre vert sur une politique intégrée des produits (PIP), adopté en février 2001, la Commission européenne présente des idées sur les moyens de renforcer les politiques environnementales axées sur les produits et de favoriser l'expansion du marché des produits écologiques. Dans ce document, on reconnaît que l'approvisionnement public (qui représente 12 % du PIB dans l'ensemble de la Communauté européenne) peut grandement contribuer à stimuler la demande de produits plus respectueux de l'environnement. On recommande de revoir la législation européenne sur les marchés publics en vue d'accorder la préférence aux produits écologiques. On recommande également que la Commission prenne des mesures pour que les responsables de l'approvisionnement mettent leur expérience en commun<sup>21</sup>.

## Les tendances futures

Il y a moins d'une décennie, en Amérique du Nord, les achats écologiques ont amorcé une tendance à la baisse par suite d'une perte de confiance des consommateurs vis-à-vis de ce mouvement. Quelques cas d'exploitation abusive de l'intérêt du public pour l'écologie, l'insuffisance de l'information de qualité transmise aux consommateurs et l'absence de règles claires permettant d'évaluer les produits et les achats sont certains des motifs que l'on avance pour expliquer ce recul<sup>22</sup>. De nombreuses entreprises déclaraient que leurs produits étaient « écologiques », mais les activités de vérification étaient rares et les déclarations n'étaient pas faciles à comparer d'un produit à l'autre. Aujourd'hui, cependant, l'amélioration de l'information, ainsi que des méthodes de comparaison de produits et d'approvisionnement écologique, a redonné de l'essor au mouvement en Amérique du Nord. Par exemple, les architectes et ingénieurs précisent de plus en plus souvent que l'on doit utiliser des produits du bois certifiés par le *Forestry Stewardship Council* (FSC, Conseil sur la gestion des forêts) et utilisent de plus en plus des outils de modélisation de la consommation d'énergie pour concevoir les systèmes de chauffage et de ventilation, ainsi que pour définir les caractéristiques techniques des composantes. Les employés de l'administration publique recherchent les lieux d'hébergement « écologiques » lors de leurs voyages d'affaires et les consommateurs s'intéressent de plus en plus au café biologique échangé équitablement. Certains prédisent que l'information sur la performance environnementale des produits sera l'un des principaux enjeux d'actualité au cours des cinq prochaines années dans les milieux écologiques.

Les principales tendances en matière d'achats écologiques semblent être les suivantes :

- **L'intégration plus poussée de l'approvisionnement écologique au processus décisionnel.** La transition vers la mise en place de programmes d'approvisionnement écologique qui font partie intégrante du processus décisionnel des organisations des secteurs public et privé représente peut-être la tendance la plus importante sous l'angle des achats écologiques proprement dits. Même si de nombreuses organisations n'ont pas encore établi de programmes de ce genre, celles qui l'ont fait incorporent maintenant directement les considérations écologiques à leurs activités générales de passation de marchés et de formulation des caractéristiques techniques des produits. Le NYCT, par exemple, inclut maintenant des critères écologiques dans les marchés et dans les devis descriptifs à tous les stades de ses projets d'immobilisations.
- **L'harmonisation le long de la chaîne d'approvisionnement.** Les organisations recherchent, parmi leurs fournisseurs, des alliés désireux d'améliorer leur propre performance

<sup>21</sup> Commission européenne. 2001. *How has the Commission developed IPP so far?* Voir <<http://www.europa.eu.int/comm/environment/ipp/2001developments.htm>>.

<sup>22</sup> Case, S. Communication personnelle. Le 25 novembre 2002.

environnementale. Elles demandent de plus en plus aux compagnies qui font partie de la chaîne d'approvisionnement : « Que pouvez-vous faire pour améliorer ma performance? » Dans certains secteurs, les fournisseurs doivent être pourvus d'un système de gestion de l'environnement certifié ISO 14001 afin que leur offre soit envisagée. La présentation de ces demandes (ou l'imposition de ces exigences) aux fournisseurs peut nécessiter que l'on dispose d'un important pouvoir d'achat. À cette fin, les entreprises de plus petite taille commencent à regrouper leur pouvoir d'achat et à harmoniser les demandes qu'elles adressent aux compagnies de la chaîne d'approvisionnement. La Bank of America a contribué à la formation d'un groupe d'organisations des secteurs public et privé au sein de la *Recycled Paper Coalition* (Coalition pour l'achat de papier recyclé), en vue de réunir un grand nombre d'acheteurs de papier ayant adopté les mêmes critères et exigences écologiques<sup>23</sup>.

- **La recherche d'une image de marque écologique.** En vue de tirer parti de l'écoétiquetage, certaines organisations associent leurs produits à des étiquettes existantes. Cela différencie leurs produits sur le marché et soutient leur image de marque (de même, souvent, que celle de l'étiquette). Par exemple, la chaîne de marchés d'alimentation américaine Whole Foods offre du poisson et des fruits de mer certifiés par la *Marine Stewardship Council* (MSC, Conseil sur la gestion des produits de la mer). D'autres entreprises associent leur marque à des produits écologiquement rationnels. Les cas des compagnies Body Shop et BP en sont des exemples bien connus<sup>24</sup>. La gamme de produits biologiques Choix du Président, de la chaîne canadienne de marchés d'alimentation Loblaw, en est un autre exemple.
- **La prise en compte du coût complet de possession.** Les organisations se sensibilisent de plus en plus aux avantages, sur le plan du coût total, que comportent les produits et services écologiquement rationnels. Certaines ont délaissé la prise en compte du coût initial à titre de principal critère d'achat; elles utilisent plutôt des outils de plus vaste portée comme l'évaluation du cycle de vie et le calcul du coût complet sur la durée de vie. Le NYCT exige de ses entrepreneurs en architecture et en génie qu'ils procèdent au calcul du coût complet sur la durée de vie et à la modélisation de la consommation d'énergie, de manière à optimiser la performance environnementale des immeubles pendant toute leur durée d'utilisation.
- **La multiplication des effets mondiaux.** La mondialisation accrue continuera d'exercer une influence sur les activités d'approvisionnement écologique. Les consommateurs et organisations sensibilisés à l'environnement dans une partie du monde influent sur la fabrication et l'offre de produits dans d'autres régions. Par exemple, les éditeurs européens exigent de l'information environnementale sur le papier journal qu'ils se procurent auprès des usines canadiennes de pâtes et papiers. À la fin des années 1990, une coalition de groupes est parvenue à ses fins en menaçant d'organiser un boycottage international contre les compagnies qui abattaient des arbres dans la forêt ancienne de Great Bear, en Colombie-Britannique.
- **L'extension de la portée des préoccupations des acheteurs et consommateurs.** La sensibilisation du public et des entreprises aux enjeux environnementaux s'étend maintenant à des questions telles que la protection des animaux, la sécurité des aliments, les droits de la personne, les conditions de travail, le commerce équitable et la justice sociale. En conséquence, les organisations élaborent, souvent dans le cadre de partenariats, une vaste gamme de normes d'application volontaire concernant ces questions. Selon l'OCDE<sup>25</sup>, cette tendance témoigne du fait que certains consommateurs cherchent à établir des relations durables avec des entreprises qui adoptent constamment un comportement éthique vis-à-vis des enjeux environnementaux auxquels elles font face dans le cadre de leurs activités.

<sup>23</sup> PPRC. 1999. *Sustainability and Green Procurement : Getting Down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir [www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html](http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html).

<sup>24</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. *Recommandation du Conseil sur l'amélioration des performances environnementales des marchés publics*. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.

<sup>25</sup> Salmon, G. 2002. *Voluntary Sustainability Standards and Labels (VSSLs) : The Case for Fostering Them*. Document préparatoire à la réunion de la Table ronde sur le développement durable, le 6 décembre 2002, OCDE, Paris.

- **La sensibilisation croissante hors du secteur public.** D'autres organisations n'appartenant pas au secteur public se sensibilisent à l'environnement et adoptent des pratiques d'approvisionnement écologique. Par exemple, les universités nord-américaines s'engagent de plus en plus dans cette voie. On prévoit en outre que certaines organisations du secteur privé comme les grands détaillants (Home Depot, Target, Wal-Mart) appliqueront de plus en plus des critères environnementaux et sociaux dans le cadre de leurs programmes d'approvisionnement et de gestion des fournisseurs.
- **La réduction de la confusion en matière d'étiquetage.** À titre d'exemple, en Allemagne (l'un des chefs de file initiaux dans le domaine de l'écoétiquetage), pas moins de 1 000 étiquettes de produit se font actuellement concurrence sur le marché<sup>26</sup>. Cela peut semer la confusion chez les consommateurs et les responsables de l'approvisionnement; cela peut aussi nuire à des écoétiquettes établies comme *Blauer Engel*. Aux États-Unis, même s'il n'existe que 25 écoétiquettes de première importance, la fragmentation peut être un facteur qui contribue au faible niveau de croissance et d'adoption de ces étiquettes. En raison de préoccupations de ce genre, la nécessité d'une harmonisation technique entre les programmes d'écoétiquetage et entre les pays est maintenant largement admise. Jusqu'à présent, on a peu progressé dans ce domaine, mais des ententes d'harmonisation pourraient réduire le nombre d'étiquettes, abaisser le coût de la promotion des étiquettes sur les nouveaux marchés, accroître la crédibilité des systèmes d'étiquetage et supprimer les obstacles techniques au commerce<sup>27</sup>.
- **L'importance accrue accordée au stade de la conception des produits.** Le projet de directive de l'Union européenne sur la prise en compte des contraintes environnementales dans la conception des produits obligerait les fabricants à rendre des comptes sur le degré d'importance qu'ils ont accordé aux facteurs écologiques dans leur processus de conception. Cela pourrait être l'indice d'une tendance, dans les organes de réglementation, à se préoccuper moins des attributs écologiques des produits, et à mettre davantage l'accent sur la performance environnementale des organisations ou compagnies qui fournissent ou fabriquent ces produits. Dans ce contexte, les responsables de l'approvisionnement auraient peut-être plus de difficulté à déterminer quels produits sont écologiquement rationnels.
- **Le passage du souci d'écologie au souci de durabilité.** Comme nous l'avons déjà mentionné, la sensibilisation des acheteurs et des consommateurs ne se limite plus aux questions strictement écologiques et s'étend maintenant à la performance sociale liée aux produits, aux services et aux organisations. En conséquence, les organisations s'engagent dans la même voie, et étendent la portée de leurs stratégies et programmes environnementaux pour mettre en place des stratégies, activités de reddition de comptes, méthodes de conception, etc., axées sur la durabilité. On ne sait pas encore très bien comment cette évolution influera sur les programmes d'approvisionnement ou sur la définition des produits et services écologiquement rationnels.

## Le commerce international et les achats écologiques

Le groupe de la CCE chargé d'analyser les liens entre les achats écologiques et les politiques commerciales a commandé un rapport d'évaluation des obstacles possibles à l'approvisionnement écologique institués par les accords internationaux régissant les échanges de biens et services. Les accords en question comprennent ceux du Cycle d'Uruguay, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et le nouvel Accord de libre-échange des Amériques (ALEA) que l'on est en train de négocier<sup>28</sup>. Ce rapport décrit les importantes dispositions opérationnelles de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que du chapitre 10 de l'ALÉNA (concernant les marchés publics), et examine les limites susceptibles d'être imposées aux achats écologiques dans le

<sup>26</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. *Recommandation du Conseil sur l'amélioration des performances environnementales des marchés publics*. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.


<sup>27</sup> Salmon, G. 2002. *Voluntary Sustainability Standards and Labels (VSSLs) : The Case for Fostering Them*. Document préparatoire à la réunion de la Table ronde sur le développement durable, le 6 décembre 2002, OCDE, Paris.

<sup>28</sup> Early, J. 2003. *Green Procurement in Trade Policy*. Montréal : CCE. 19 p.



cadre de l'ALEA. On y étudie en outre les règles multilatérales touchant les normes qui peuvent avoir une incidence sur la définition des produits écologiques, ainsi que les politiques et pratiques d'approvisionnement relatives aux aliments.

En définitive, ce rapport conclut que les accords examinés n'instituent pas d'obstacles graves aux achats écologiques. Selon le rapport, il serait possible que l'on invoque les règles multilatérales touchant les normes, dans certaines circonstances, pour contester des normes régissant des produits particulièrement controversés, par exemple une norme relative à l'achat de maïs non transgénique. Cela se produirait vraisemblablement non pas dans le contexte de l'approvisionnement écologique en soi, mais dans des cas où il serait possible d'établir qu'une norme a pour effet de réduire ou d'interdire l'accès au marché, qu'il y ait approvisionnement ou non. Le rapport indique en outre que l'équivalence entre les normes représentera un problème de plus en plus important avec la multiplication des écoétiquettes et l'expansion des programmes d'approvisionnement écologique.



### 3 Les expériences fructueuses

On trouve en Amérique du Nord de nombreux exemples de programmes d'approvisionnement écologique appliqués à tous les échelons des organismes gouvernementaux et des entreprises. Le présent chapitre comporte une description de huit programmes nord-américains parvenus à divers stades de maturité, portant sur différents produits ou services et mis en œuvre dans une gamme variée d'organismes et de compagnies. Il fournit également un exemple de stratégie adoptée par une petite ville européenne. Ces expériences fructueuses illustrent les processus qu'ont adoptés les organisations en question pour intégrer les achats écologiques à leurs méthodes existantes et pour mettre en relief les avantages quantitatifs engendrés (p. ex., économies réalisées, recettes produites).

Cinq des organisations étudiées ont adopté l'approche de l'évaluation interne des produits et services envisagés (voir le chapitre 2 pour une description détaillée des approches). Ce sont les suivantes :

- *Department of Defense* (DOD, ministère de la Défense des États-Unis) – Polygone d'essai d'Aberdeen
- *Center for a New American Dream* (CNAD, Centre pour un nouveau rêve américain) – Groupe de travail sur les produits de nettoyage
- Anheuser-Busch – Programme d'approvisionnement écologique
- *New York City Transit* (NYCT, Service de transport de la ville de New York) – Division de la gestion du programme d'immobilisations
- Municipalité de Kolding (Danemark) – Stratégie d'approvisionnement écologique

Ces cinq organisations évaluent les produits et services qu'elles achètent en appliquant des méthodes expressément adaptées à leur situation (généralement, à partir de critères ou normes déjà établis dans le cadre de programmes d'écoétiquetage tels que *Green Seal*). Ces méthodes ont pour objet de combiner des exigences réglementaires, des facteurs liés à la santé, à la sécurité et à la fonctionnalité, ainsi que d'autres critères sur les produits, avec des critères permettant d'évaluer la performance environnementale des biens achetés.

Deux autres des organisations étudiées appliquent une approche axée sur la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur des produits :

- Interface Inc. Global Flooring Systems
- Cargill Dow LLC

Même si ces deux compagnies sont très différentes, chacune a adopté une vision à long terme d'écologisation continue de la chaîne d'approvisionnement, dans le but d'offrir des produits qui, notamment, représentent une valeur supérieure pour les clients et ne contiennent pas de substances préoccupantes.

Un troisième type d'approvisionnement écologique – l'achat de produits ou services écoétiquetés – est illustré par le cas d'une autre organisation, le *Marine Stewardship Council* (MSC, Conseil sur la gestion des produits de la mer). Ce cas donne un aperçu des défis et des possibilités que peut présenter la création d'une nouvelle écoétiquette afin de renseigner les détaillants, les distributeurs et les consommateurs sur la performance environnementale des produits.

## Semarnat – Programme de gestion durable : achat de produits respectueux de l'environnement

Le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, Secrétariat à l'Environnement et aux Ressources naturelles du Mexique) a adopté le *Programa de Administración Sustentable* (PAS, Programme de gestion durable), qui a pour objectif premier de réduire les incidences environnementales des activités quotidiennes dans les bureaux du Secrétariat. Les principaux champs d'action du programme sont les suivants : économies d'électricité et d'eau, utilisation rationnelle du papier et gestion adéquate des déchets. Le volet de l'utilisation rationnelle du papier comprend une composante d'approvisionnement écologique.

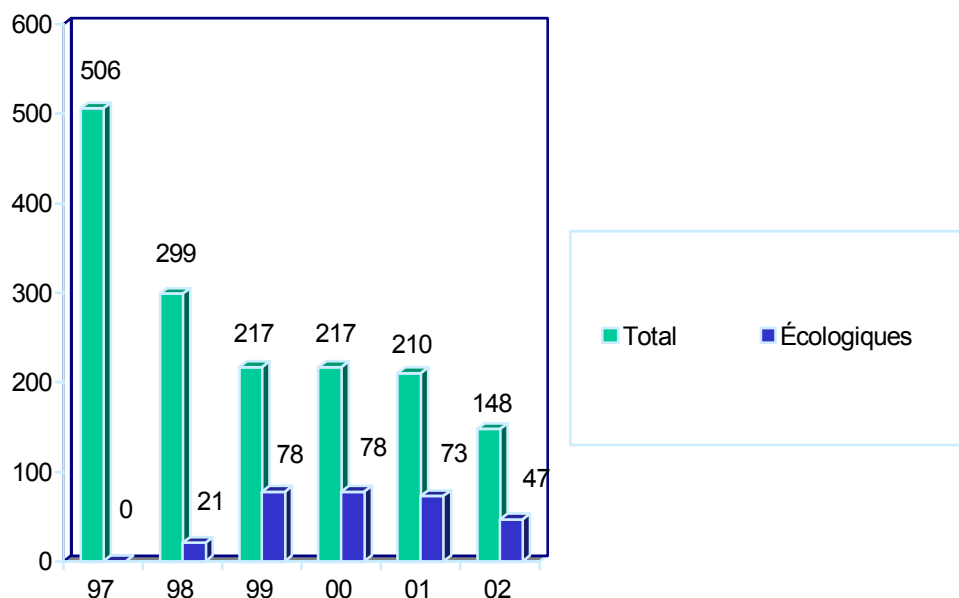
### Les critères appliqués en matière d'approvisionnement écologique

Le cycle de vie constitue le principal critère utilisé pour évaluer la pertinence de l'achat d'un produit. On privilégie les produits contenant des matières recyclées, recyclables ou biodégradables et l'on évite les fournitures qui ont des effets néfastes sur la couche d'ozone – particulièrement, les aérosols et la mousse de polystyrène. On recherche les produits dont la durée de vie utile est plus longue que celle des biens traditionnels. On demande aux fournisseurs de livrer les marchandises en vrac ou sans emballage excessif.

### Description des activités

Les activités d'achat de produits respectueux de l'environnement ont débuté en 1997, année où la liste des fournitures de bureau comprenait 506 articles dont aucun n'avait des caractéristiques écologiques. Cette année-là, on a réalisé une étude des incidences environnementales des acquisitions de fournitures qui recommandait l'achat de produits moins nocifs pour le milieu. Dans la foulée de cette étude, on a procédé à une évaluation objective de la liste de fournitures en vue de l'épurer et de ne conserver que les articles vraiment nécessaires.

En 1998, la liste a ainsi été réduite à 299 articles, dont 21 étaient soumis à des critères d'approvisionnement écologique. En 1999, le nombre d'articles a été ramené à 217, et 78 d'entre eux étaient des produits écologiques. Aucun changement n'a été apporté l'année suivante. En 2001, le nombre d'articles est passé à 210 et le nombre de produits écologiques, à 73. La portée de la liste a encore été réduite en 2002; on y trouvait cette année-là 148 articles et 47 produits écologiques. Depuis 1999, la proportion de produits écologiques par rapport au nombre total d'articles se situe entre 32 % et 35 %.



### **Étude sur l'acquisition de fournitures de bureau**

L'étude qui a permis de réduire initialement de 506 à 299 le nombre d'articles figurant sur la liste des fournitures de bureau, et d'inclure dans cette liste des produits écologiques, a été réalisée par une entreprise privée pour le compte de l'ancien *Secretaría de Medio Ambiente, Recursos Naturales y Pesca* (Semarnap, Secrétariat à l'Environnement, aux Ressources naturelles et aux Pêches). Dans le cadre de cette étude, on a mené les activités suivantes :

- a) entrevues avec les responsables des processus d'acquisition et de distribution;
- b) visites des lieux d'entreposage des produits;
- c) compilation d'information;
- d) évaluation et analyse des produits en fonction des critères suivants : incidences environnementales de l'acquisition et du transport, durée de vie utile, possibilités de réemploi et de recyclage, matières premières, procédés de fabrication et utilisation finale.

### **Exigences juridiques imposées à l'acquisition de fournitures de bureau**

Au Mexique, les dispositions de la *Ley de Adquisiciones, Arrendamientos y Servicios del Sector Público* (Loi sur les acquisitions, la location et l'obtention de services par l'administration publique) doivent être soigneusement respectées; l'une de ces dispositions prescrit que les appels d'offres doivent être publiés dans le *Diario Oficial de la Federación* (DOF, Journal officiel de la Fédération) pour que les entreprises intéressées puissent présenter leurs propositions.

Une stratégie que l'on applique afin d'assurer la participation d'entreprises offrant des produits respectueux de l'environnement consiste à demander des lots précis d'articles écologiques. En plus de respecter les caractéristiques techniques décrites dans les appels d'offres, les fournisseurs doivent démontrer que les marchandises livrées sont conformes aux critères établis de qualité et de fonctionnalité.

### **Types de produits écologiques**

Les types de produits écologiques suivants figurent sur la liste de fournitures de bureau : a) produits de papier et de carton (notamment : papier bond recyclé, carnets, blocs-notes, chemises de classement, enveloppes, reliures, séparateurs) et fournitures de bureau connexes tels que supports à agrafes, porte-crayons, porte-cartes, porte-revues, pochettes à diapositives et classeurs; b) articles d'écriture : crayons marqueurs à l'eau et crayons sans encre.

### **Autres questions connexes**

L'application de critères environnementaux ne vise pas uniquement l'acquisition de fournitures de bureau; on a également mis sur pied un système de photocopie basé sur l'utilisation de cartes permettant un nombre préautorisé de copies, de manière à exercer une surveillance sur le nombre de copies faites par les diverses unités administratives.

En outre, on emploie des ampoules économes en énergie en vue de réduire la consommation d'électricité et de contribuer ainsi à la lutte contre la pollution atmosphérique.

### **Obstacles à l'expansion des achats écologiques**

Le PAS a relevé divers facteurs qui entravent l'expansion des achats écologiques, notamment : le manque de produits, l'absence de mesures d'incitation des fabricants et l'absence d'investissements dans ce secteur d'activité. En conséquence, la fabrication de produits écologiques est encore aujourd'hui presque artisanale. Pour ces raisons, il arrive que de tels produits soient trop coûteux pour pouvoir faire concurrence aux produits traditionnels.

Les consommateurs peuvent se sentir mal informés, du fait qu'il n'existe aucun organisme de certification pouvant garantir l'origine et la qualité des produits et désigner ceux-ci comme étant respectueux de l'environnement.

Initialement, les membres du personnel ont eu de la difficulté à accepter les produits écologiques car ils avaient l'habitude d'utiliser des fournitures traditionnelles : produits de couleur, plastifiés, pourvus de revêtements superflus, etc. Toutefois, lorsqu'on leur a clairement fait connaître les avantages écologiques

de la simplicité de présentation, ainsi que l'origine et l'utilisation finale des matériaux utilisés, ils ont accepté ces produits sans hésitation.

### ***Enseignements tirés***

Nous avons pris conscience de l'important effet que l'augmentation de notre demande de produits écologiques pouvait avoir sur le marché; compte tenu des quantités requises par un organisme gouvernemental comme le Semarnat, les entreprises ont commencé à accroître leur offre de produits de ce genre.

L'adoption de ces méthodes d'approvisionnement axées sur les produits respectueux de l'environnement a renforcé le sentiment d'appartenance des employés à l'organisme, ceux-ci ayant pu constater la cohérence entre les objectifs et buts généraux du Semarnat et les activités quotidiennes ainsi que l'utilisation de produits écologiques dans les bureaux mêmes du Secrétariat.

### ***Situation actuelle et perspectives d'avenir***

Actuellement, le volet de l'acquisition de fournitures de bureau écologiques est la composante la plus dynamique du PAS. Puisque les marchés d'acquisition de fournitures de bureau ont une durée de validité d'un an, nous surveillons au cours de cette période le rendement des produits achetés. Nous évaluons ensuite pour l'année suivante les articles qui doivent être retranchés de la liste, être ajoutés à celle-ci ou y remplacer des produits traditionnels. Nous prévoyons que la proportion de produits respectueux de l'environnement s'accroîtra à l'avenir par rapport au nombre de produits traditionnels.

Nous espérons servir d'exemple aux autres ministères et organismes, de telle sorte que la demande de produits écologiques s'accroisse et que l'offre de ces produits augmente en conséquence. Ainsi, nous contribuerons à la préservation et à l'amélioration de la qualité de l'environnement et des ressources naturelles du pays, par l'intermédiaire des fournitures utilisées dans les services gouvernementaux.

### ***Coordonnées de la personne-ressource***

M<sup>me</sup> Luz Aída Martínez Meléndez  
Chef, *Programa de Administración Sustentable*  
Tél. : +56 280600, poste 12128  
Courriel : <mailto:pas@semarnat.gob.mx>

## **Department of Defense des États-Unis – Polygone d'essai d'Aberdeen**

### **Message principal**

L'*Aberdeen Proving Ground* (APG, polygone d'essai d'Aberdeen), installation militaire d'essai et de recherche du *Department of Defense* (DOD, ministère de la Défense des États-Unis), a maintenant pour politique d'acheter des peintures écologiquement rationnelles<sup>29</sup>. Dans le cadre de sa stratégie globale de prévention de la pollution, l'APG a travaillé en étroite collaboration avec un tiers, c'est-à-dire une organisation non gouvernementale s'occupant de normes d'environnement, pour évaluer ses achats de peinture et déterminer les multiples attributs écologiques à prendre en compte dans les décisions d'achat. Aujourd'hui, l'APG achète des peintures écologiquement rationnelles qui lui coûtent en moyenne 1,76 \$US de moins par gallon (0,46 \$US de moins par litre); il économise en outre les coûts auparavant occasionnés par la déclaration, la manutention, le stockage et l'élimination de peintures contenant des substances dangereuses<sup>30</sup>.

### **Le processus**

L'initiative menée par l'APG en vue de déterminer et de réduire au minimum les effets environnementaux néfastes de ses achats de peinture<sup>31</sup> fait partie d'une série de mesures de prévention de la pollution prises par cette installation. L'APG a entrepris d'examiner les possibilités de réduction de la pollution associées aux acquisitions de peinture en vue de réaliser des économies, de résoudre des problèmes de qualité de l'air et de se conformer à plusieurs décrets en vigueur aux États-Unis. Cette installation consomme annuellement d'importants volumes de peinture; elle estimait que cette initiative était susceptible de réduire considérablement ses frais de manutention et d'élimination de matières dangereuses.

L'APG a tout d'abord épuisé ses stocks de peinture, d'une façon à la fois économique et respectueuse de l'environnement. Lorsqu'il a reconstitué ses stocks, il a été en mesure de réduire le nombre de types de peinture achetés et d'établir des normes en vue d'atténuer des risques environnementaux comme les émissions de composés organiques volatils (COV). Le plan d'approvisionnement en produits écologiques a été conçu en collaboration avec *Green Seal*, organisation non gouvernementale qui avait rédigé des normes écologiques concernant les peintures. *Green Seal* a évalué les stocks de peinture de l'APG en fonction de ses normes et a élaboré un plan de promotion du nouveau programme d'achat de produits écologiquement rationnels de l'installation.

### **Les produits ou services**

Avant l'adoption de ce programme d'élimination et d'approvisionnement, l'APG utilisait ou conservait en stock 2 200 types différents de peinture et d'enduit, dont 565 consistaient en des peintures de bâtiment et des peintures anticorrosion servant à l'entretien des 2 100 immeubles de l'installation. Les autres peintures et enduits étaient destinés à être appliqués sur du matériel militaire (peintures au pistolet, peintures réfléchissantes ou peintures spécialisées). De plus, bon nombre des peintures stockées à l'installation étaient devenues périmées ou n'étaient plus requises.

### **Les résultats**

Avec la mise en œuvre du programme d'approvisionnement écologique et l'application des nouvelles normes relatives aux peintures, l'APG a ramené le nombre de ses peintures de bâtiment et anticorrosion de 565 à 73 types, ces derniers se conformant à la fois aux critères écologiques et aux normes de rendement.

<sup>29</sup> Selon la définition prévue au décret 13101, portant sur l'écologisation du gouvernement par la réduction des déchets, le recyclage et les méthodes d'approvisionnement.

<sup>30</sup> Ces renseignements sont tirés du rapport suivant : EPA. 1999. *Environmentally Preferable Purchasing : Painting the Town Green—Aberdeen Proving Ground's Paint Pilot Project*. EPA742-R-99-005.

<sup>31</sup> Comprenant les peintures de bâtiment et anticorrosion d'intérieur et d'extérieur.

En moyenne, les peintures qui satisfont aux normes établies par l'APG coûtent 1,76 \$US de moins par gallon (0,46 \$US par litre), selon ce qu'indique un examen du prix des peintures conformes et non conformes chez les trois fournisseurs les plus fréquents de l'installation. L'APG achète en moyenne 300 gallons (1 135 litres) de peinture par mois; ses économies mensuelles sont évaluées à 528 \$US. L'installation continue à ajouter des types de peinture à sa liste et estime que le nouveau processus d'acquisition lui fera économiser 60 000 \$US par année. Selon les calculs, les coûts de l'élaboration du programme d'approvisionnement et des normes relatives aux peintures ont été recouverts en moins d'un an et demi.

En outre, l'installation économise 25 000 \$US par année du fait qu'elle n'a plus à éliminer de peintures inutilisées classées dans la catégorie des déchets dangereux. Avec l'adoption des nouvelles normes, l'APG achète des types de peinture qui n'engendrent pas de déchets dangereux et qui n'obligent pas à utiliser des solvants dangereux pour le nettoyage des pinceaux et de l'équipement. Sur le plan administratif, l'installation réalise des économies additionnelles puisqu'elle a uniquement à faire le suivi de 73 types de peinture (comparativement à 565 auparavant) et n'a plus à produire de déclarations sur les matières dangereuses (les 73 types actuellement utilisés ne sont pas désignés comme produits dangereux, contrairement aux peintures employées précédemment).

### **Enseignements tirés**

Selon un rapport de l'EPA, les enseignements suivants se dégagent de l'expérience de l'APG :

- Les types de peinture qui satisfont aux normes de l'APG relatives aux peintures écologiquement rationnelles sont moins coûteux.
- Le recours aux services d'une organisation non gouvernementale établie s'occupant de normes d'environnement peut faciliter le processus d'achat de produits écologiquement rationnels. Dans le cas de l'APG, l'organisation *Green Seal* a non seulement fourni les normes voulues, mais aussi évalué les stocks de peinture existants en fonction de ces normes et élaboré un plan de promotion du nouveau programme d'approvisionnement écologique.
- Les compagnies sont disposées à reformuler leurs produits de manière à respecter de nouvelles normes, particulièrement si le pouvoir d'achat de l'acquéreur est suffisamment important<sup>32</sup>.
- Il importe de vérifier les déclarations faites quant aux attributs écologiques. L'APG a constaté que, dans beaucoup de cas, les niveaux de COV indiqués par les fabricants relativement à leurs produits présentaient des inexactitudes notables.
- Les maîtres d'œuvre (« champions ») de projets environnementaux jouent un rôle important; Robert Solyan, directeur de la prévention de la pollution à l'APG, a été le maître d'œuvre du programme d'approvisionnement écologique à cette installation.
- La persévérance a également de l'importance. Par exemple, le maître d'œuvre a dû persévérer non seulement pour assurer la mise en application du programme, mais aussi à l'égard d'aspects techniques comme l'obtention d'échantillons de peinture des fabricants, etc.
- Un programme d'approvisionnement écologique est un élément constitutif naturel de toute stratégie de prévention de la pollution.

### **Situation actuelle et perspectives d'avenir**

Afin de réduire encore davantage les coûts de stockage, l'APG a adopté un système d'acquisition « juste à temps » pour la peinture. Selon les calculs effectués, les rabais obtenus auparavant pour les achats en grande quantité étaient inférieurs au coût de l'élimination des peintures inutilisées et périmées.

---

<sup>32</sup> Dans d'autres expériences fructueuses décrites, des organisations disposant d'un pouvoir d'achat limité se sont regroupées afin de pouvoir exercer une plus forte influence sur les produits et les critères de performance environnementale.

**Coordonnées des personnes-ressources**

Green Seal  
1001 Connecticut Avenue NW, Suite 827  
Washington, DC 20036  
États-Unis  
Tél. : +1 (202) 872-6400  
Courriel : [greengov@greenseal.org](mailto:greengov@greenseal.org)

Robert Solyan  
Aberdeen Proving Ground, P2 Office  
Aberdeen, Maryland  
États-Unis  
Tél. : +1 (410) 278-7898  
Courriel : [bsolyan@dshe.apg.army.mil](mailto:bsolyan@dshe.apg.army.mil)



## **Center for a New American Dream – Groupe de travail sur les produits de nettoyage**

### **Message principal**

Dans le cadre de son programme sur les stratégies d'approvisionnement, le *Center for a New American Dream* (CNAD, Centre pour un nouveau rêve américain) œuvre auprès des responsables de l'approvisionnement dans les institutions pour les sensibiliser à l'écologisation des achats, pour former les décideurs et pour créer un consensus sur les normes environnementales qui facilitent le processus d'achats écologiques. En octobre 2001, le CNAD a entrepris des travaux relatifs aux produits de nettoyage utilisés dans les institutions aux États-Unis; il s'agit d'un secteur d'activité d'une valeur de 150 milliards de dollars américains, qui a d'importantes répercussions sur l'environnement et sur la santé humaine.

Avant la mise sur pied du groupe de travail du CNAD sur les produits de nettoyage, de nombreux services d'approvisionnement des institutions avaient déjà tenté d'utiliser les énoncés de caractéristiques techniques, dans les appels d'offres, pour définir les produits de nettoyage écologiquement rationnels. Comme plus de 50 définitions étaient utilisées par divers services aux quatre coins des États-Unis, il n'y avait aucun consensus national sur les attributs des produits de nettoyage écologiques. L'abondance de normes, de caractéristiques techniques et de recommandations contradictoires était le principal problème auquel se heurtaient les gestionnaires de l'approvisionnement. Ceux-ci ne pouvaient pas établir avec certitude le meilleur moyen de choisir des produits plus sûrs. En outre, les fabricants n'avaient pas d'orientations claires quant à la façon de reformuler leurs produits pour répondre aux besoins de leurs clients.

Le manque de clarté à cet égard empêchait les acheteurs de se procurer des produits de nettoyage plus sûrs et empêchait les fabricants de leur vendre de tels produits. Afin de résoudre ce problème, le CNAD a réuni un groupe d'acheteurs influents, dont bon nombre avaient été parmi les premiers à définir les caractéristiques des produits de nettoyage écologiquement rationnels et à acheter ces produits. Dans le cadre d'un processus consensuel qui s'est étendu sur une année, le CNAD a piloté la mise au point d'une série commune de caractéristiques écologiques qui pouvaient rallier tous les membres du groupe et que ceux-ci pouvaient s'engager à appliquer dans les appels d'offres ultérieurs.

Ces travaux ont donné lieu à la certification de dizaines de produits de nettoyage américains en fonction d'une nouvelle norme consensuelle, et de plus en plus de services d'approvisionnement se basent sur cette norme lors de leurs activités d'acquisition de produits de nettoyage.

### **Le processus**

Le groupe de travail du CNAD se composait de bon nombre des responsables des achats gouvernementaux qui avaient été parmi les premiers à tenter de définir les caractéristiques des produits de nettoyage écologiquement rationnels et d'acheter ces produits; citons notamment les représentants des organisations suivantes : État du Massachusetts; ville de Santa Monica (Californie); comté de King (Washington); État du Minnesota; ville de Seattle (Washington); *Pacific Northwest National Laboratory* (Laboratoire national de la région nord-ouest de la côte du Pacifique). Au début, les membres du groupe de travail ont mis en commun leurs définitions existantes, légèrement différentes les unes des autres, de la nature d'un produit de nettoyage écologique. Les travaux initiaux du groupe ont consisté à comparer ces définitions ainsi que les caractéristiques techniques énoncées relativement aux produits de nettoyage moins polluants.

Après un processus approfondi d'analyse et de discussion, les membres du groupe ont conclu que les énoncés de caractéristiques techniques déjà établis décrivaient des produits remarquablement semblables en faisant appel à des approches très différentes. Par exemple, certains énoncés comportaient de longues listes de substances chimiques interdites, tandis que d'autres interdisaient les mêmes substances en faisant simplement référence à un essai de toxicité précis. Cette constatation a permis au groupe d'entreprendre l'élaboration de critères d'approvisionnement acceptables pour chacun des membres.

Au cours des travaux ultérieurs, il est devenu de plus en plus manifeste que la norme déjà élaborée par l'organisation *Green Seal*, concernant les produits de nettoyage écologiquement rationnels utilisés dans les institutions, prenait en compte les sujets de préoccupation de chacun des membres. *Green Seal* (<<http://www.greenseal.org/>>) est un organisme sans but lucratif qui s'occupe de normes environnementales et dont le siège se trouve à Washington (D.C.). Sa norme GS-37, portant sur les produits de nettoyage utilisés dans les institutions, a été élaborée dans le cadre d'un processus ouvert et consensuel auquel ont participé des écologistes, des responsables gouvernementaux, des utilisateurs et des représentants de l'industrie. Cette norme était déjà appliquée avec succès dans plusieurs services d'approvisionnement, notamment ceux de l'État de la Pennsylvanie, du *Department of Interior* (ministère de l'Intérieur des États-Unis) et de plusieurs installations militaires.

Même si la norme GS-37 a servi de base aux nouveaux critères d'achat, il y a d'importantes différences entre les deux formules. La norme de *Green Seal* concerne uniquement les produits de nettoyage à usage général, ainsi que les produits servant à nettoyer les salles de bain et le verre. Les nouveaux critères du CNAD portent également sur les produits de nettoyage des moquettes, les désinfectants, les produits d'entretien des parquets et les savons pour les mains. Puisque ces types d'articles n'étaient pas inclus dans la norme GS-37, le groupe de travail (avec l'aide de spécialistes de l'extérieur) a extrapolé, dans la mesure du possible, les dispositions de la norme pour les appliquer aux nouvelles catégories de produits. Ainsi, les nouveaux critères visent approximativement de 90 % à 95 % de tous les types de produits de nettoyage utilisés dans les institutions.

Les nouveaux critères établissent des caractéristiques techniques concernant les éléments suivants :

- toxicité
- substances cancérigènes et toxiques pour la reproduction
- irritation de la peau et des yeux
- sensibilisation cutanée
- combustibilité
- smog, ozone et qualité de l'air intérieur
- toxicité pour le milieu aquatique
- eutrophisation
- biodégradabilité en milieu aquatique
- concentrés
- parfums
- substances chimiques interdites

Selon plusieurs experts de l'industrie, l'avantage le plus important que présentent les nouveaux critères réside dans le nombre de services d'approvisionnement qui ont promis de les appliquer. Le Massachusetts a été le premier État à conclure des contrats basés sur ces critères, mais le Minnesota et la ville de Santa Monica (Californie) entendent en faire autant; leurs nouveaux appels d'offres devraient être prêts d'ici quelques mois. Les autres membres du groupe de travail et de nombreux autres responsables de services d'approvisionnement américains prévoient également qu'ils auront recours aux critères lors de leurs achats futurs.

### **Les produits ou services**

L'industrie de l'entretien des institutions apporte annuellement une contribution de 150 milliards de dollars américains à l'économie des États-Unis. Tous les ans, dans ce secteur d'activité, on utilise 5 milliards de livres (2,27 milliards de kilogrammes) de produits chimiques; bon nombre de ces produits présentent des dangers connus pour la santé humaine et pour l'environnement. Ainsi, 127 préposés à l'entretien sont décédés aux États-Unis entre 1993 et 2001 par suite des effets des produits de nettoyage qu'ils utilisaient<sup>33</sup>. Bien que les décès soient rares, beaucoup de produits de nettoyage employés dans les institutions contiennent traditionnellement des produits chimiques associés au cancer, aux troubles de la reproduction, aux maladies respiratoires, à l'irritation des yeux ou de la peau, ainsi qu'à d'autres problèmes de santé humaine. Ils peuvent en outre contenir des substances toxiques qui ont des effets néfastes sur la qualité de l'eau ou sur la vie végétale et animale, ou qui s'accumulent dans le milieu et risquent de causer de graves dommages environnementaux.

<sup>33</sup> Voir <<http://stats.bls.gov/iif/oshwc/cfoi/cftb0149.pdf>>.

La pollution de l'air à l'intérieur des locaux et des habitations, par exemple, qui est partiellement due aux produits de nettoyage, est classée parmi les cinq principaux risques liés à l'environnement aux États-Unis. Selon l'EPA, les niveaux de pollution de l'air intérieur peuvent être de deux fois à pas moins de 100 fois plus élevés que ceux de l'air extérieur. Cette constatation est particulièrement alarmante du fait que la plupart des gens passent jusqu'à 90 % de leur temps à l'intérieur<sup>34</sup>. L'amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur des locaux à bureaux par une meilleure ventilation, un nettoyage plus minutieux et l'utilisation de produits de nettoyage plus sûrs, par exemple, pourrait accroître la productivité des employés dans une proportion de 0,5 % à 5 %, soit un gain de productivité annuel de 30 à 150 milliards de dollars américains<sup>35</sup>.

L'adoption de produits de nettoyage plus respectueux de l'environnement entraînerait également une réduction notable des répercussions sur la santé des 3 millions de concierges qui travaillent quotidiennement à l'entretien des immeubles aux États-Unis. Cet aspect revêt une importance particulière car les préposés à l'entretien sont exposés à un taux relativement élevé de lésions professionnelles imputables aux substances chimiques toxiques contenues dans les produits de nettoyage<sup>36</sup>. Ces substances peuvent avoir les effets néfastes suivants : céphalées, asthme, brûlures, dommages permanents aux yeux, graves lésions organiques et cancer. D'après des données sur l'indemnisation des accidentés du travail compilées dans l'État de Washington, tous les ans, six préposés à l'entretien sur 100 subissent des lésions professionnelles causées par les produits chimiques servant au nettoyage, ce qui représente un coût de 725 \$US en frais médicaux et en perte de temps de travail par lésion signalée<sup>37</sup>.

### **Les résultats**

Grâce aux activités du groupe de travail du CNAD, des responsables de services d'approvisionnement de toutes les régions des États-Unis font maintenant appel à un ensemble unique de critères environnementaux pour définir les produits de nettoyage écologiquement rationnels. De plus en plus de fabricants mettent au point des produits dont ils certifient la conformité à ces nouveaux critères. On espère que les produits de nettoyage plus respectueux de l'environnement domineront bientôt le marché et deviendront la norme au sein de l'industrie.

Plusieurs membres du groupe de travail planifient déjà des moyens de resserrer les critères d'achat, de telle sorte que l'industrie des produits de nettoyage devienne un secteur axé sur l'amélioration continue de l'environnement.

### **Enseignements tirés**

Outre le fait que l'on dispose maintenant d'une série de critères environnementaux de portée nationale, pouvant être utilisés par les agents d'approvisionnement de l'ensemble de l'Amérique du Nord en vue de l'achat de produits de nettoyage plus sûrs, le pouvoir du consensus est le plus important enseignement tiré de cette expérience. Même si tous les responsables de l'approvisionnement qui ont participé au projet souhaitaient acheter des produits de nettoyage moins polluants, les définitions légèrement différentes adoptées par chacun représentaient le principal obstacle. En travaillant de façon concertée, avec l'aide d'un groupe externe comme le CNAD, les participants sont parvenus à maintenir des exigences écologiques très rigoureuses sans sacrifier les objectifs en matière de prix ou de rendement. En fait, le consensus national qu'ils ont établi sur les critères environnementaux contribue à une réduction des coûts et à une amélioration du rendement des produits, à présent que les fabricants comprennent mieux les besoins de leurs clients.

### **Situation actuelle et perspectives d'avenir**

Le CNAD a créé un site Internet qui renseigne les agents d'approvisionnement intéressés sur les faits nouveaux concernant les produits de nettoyage moins polluants. On trouvera sur le site

<sup>34</sup> Voir <<http://www.epa.gov/iaq/pubs/insidest.html>>.

<sup>35</sup> Voir <<http://www.informinc.org/cleanforhealth.php>>.

<sup>36</sup> Voir <<http://www.informinc.org/cleanforhealth.php>>.

<sup>37</sup> Voir <<http://www.westp2net.org/Janitorial/jp4.htm>>.

<[www.newdream.org/procure/products/cleaners.html](http://www.newdream.org/procure/products/cleaners.html)> la série de critères élaborée, une liste de produits conformes à ces critères, des renseignements généraux additionnels sur le projet et d'autres indications utiles.

***Coordonnées de la personne-ressource***

Scot Case, Director of Procurement Strategies  
Center for a New American Dream  
505 Penn Street, Suite 306  
Reading, PA 19601  
Tél. : +1 (610) 373-7703  
Courriel : [scot@newdream.org](mailto:scot@newdream.org)  
<http://www.newdream.org/procure>

## Anheuser-Busch – Programme d'approvisionnement écologique

### Message principal

Le groupe Anheuser-Busch mène des activités d'approvisionnement écologique à l'égard d'une gamme de produits et services, notamment les suivantes : récipients et matériaux d'emballage, équipement d'exploitation, énergie et produits de nettoyage de l'équipement<sup>38</sup>.

### Le processus

Le groupe Anheuser-Busch a adopté une approche fondée sur l'examen de multiples attributs dans son processus d'évaluation et de sélection des produits. Lorsqu'il a évalué divers produits de nettoyage concurrents pour les besoins de ses procédés de lavage de pièces, il a créé une feuille de calcul afin de comparer les produits selon plusieurs facteurs, notamment : efficacité, pH, point d'inflammabilité, prix, produit à base de solvant ou à base d'eau. Tous les produits sélectionnés doivent respecter à la fois des exigences de rentabilité et des critères de performance environnementale. Grâce à cette approche multifactorielle, le groupe Anheuser-Busch décèle souvent des produits qu'il n'aurait peut-être pas envisagés s'il avait appliqué des méthodes traditionnelles d'évaluation. Cette initiative a en outre contribué à une réduction de 72 %, depuis 1991, des déchets dangereux produits.

### Contexte

Le groupe Anheuser-Busch Companies, Inc., est le plus important brasseur du monde; il compte plus de 80 établissements de fabrication, de divertissement et de services, il regroupe plus de 23 000 employés et son chiffre d'affaires annuel brut s'élève à plus de 15,5 milliards de dollars américains. Fondé en 1852, le groupe est depuis 1957 le chef de file du secteur de la brasserie au chapitre des ventes. À l'échelle mondiale, la bière Budweiser est brassée dans plus de dix pays et distribuée dans plus de 80 pays.

### Certification des fournisseurs

Le programme de certification des fournisseurs d'Anheuser-Busch comprend une norme de salubrité et de sécurité du milieu (SSM) qui aide les fournisseurs à réduire leurs incidences environnementales selon les exigences établies dans le cadre du système de gestion de la SSM du groupe. Suivant cette norme, Anheuser-Busch évalue les systèmes de gestion de ses principaux fournisseurs et recommande des améliorations à la SSM qui ne compromettent pas la qualité, le coût ou la sécurité des produits du groupe.

Les récipients et matériaux d'emballage représentent la principale dépense d'approvisionnement du groupe Anheuser-Busch. En conséquence, les fournisseurs de ces matériaux ont été les premiers à faire l'objet d'une évaluation officielle aux fins de la certification. Le programme de certification des fournisseurs travaille de concert avec le programme d'assurance de la qualité du groupe pour renseigner les fournisseurs de récipients et de matériaux d'emballage sur les questions relatives à la qualité, aux défauts et à la formation. On envisage d'appliquer cette formule de certification à d'importants fournisseurs dans des secteurs autres que celui de l'emballage.

### Les produits ou services

Le groupe Anheuser-Busch consacre beaucoup de temps et d'attention à chaque aspect de ses produits – y compris l'emballage – afin d'en assurer la qualité et de répondre aux besoins des consommateurs. En vue de réduire la quantité de matériaux d'emballage utilisée, le groupe a mené plusieurs initiatives fructueuses ayant pour objet d'alléger les canettes d'aluminium et les bouteilles de verre. La diminution de la masse de matériaux d'emballage réduit la quantité de matières premières requise, ainsi que l'énergie nécessitée par le transport de ces matériaux et des produits. En outre, on évalue les incidences environnementales des modifications apportées aux emballages. Dans un cas, le groupe a travaillé en collaboration avec ses

<sup>38</sup> Les renseignements fournis dans la présente description ont été mis à jour par le groupe Anheuser-Busch en février 2003; à l'origine, ils étaient tirés d'un rapport de 1999 de l'EPA intitulé *Environmentally Preferable Purchasing Program—Private Sector Pioneers : How Companies are Incorporating Environmentally Preferable Purchasing*. Juin 1999.

fournisseurs pour établir une norme à propos des couleurs et des résines plastiques employées pour la fabrication des bandes de plastique qui entourent les lots de produits expédiés aux brasseries Anheuser-Busch. Avant l'élaboration de cette norme, le groupe n'était pas en mesure de recycler ces bandes de plastique, car il ne recevait en quantité suffisante aucun type de bande de la même couleur ou constitué de la même résine. Anheuser-Busch a estimé qu'il était en réalité l'acheteur de ces bandes tout autant que du produit livré, et il a usé de son influence pour sélectionner deux types de plastique à résine unique, et à codage couleur, que les fournisseurs ont accepté d'utiliser pour toutes les bandes d'emballage. À présent, le groupe Anheuser-Busch peut recycler la quasi-totalité des bandes qu'il reçoit dans ses installations.

### **Les résultats**

Grâce aux travaux effectués en collaboration avec les fournisseurs pour alléger les canettes d'aluminium et les bouteilles de verre, le groupe Anheuser-Busch économise annuellement plus de 250 millions de livres (113 millions de kilogrammes) d'aluminium et 800 millions de livres (363 millions de kilogrammes) de verre. Les initiatives visant à réduire le poids des emballages engendrent d'importantes économies d'énergie tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis l'extraction des matières premières et la fabrication des récipients jusqu'à l'expédition de ces récipients aux brasseries et au transport des produits finis. L'établissement d'une norme visant les bandes de plastique, en collaboration avec les fournisseurs, a engendré une augmentation du taux de recyclage d'Anheuser-Busch, une diminution du volume des déchets produits et une réduction des frais d'élimination de ces derniers. À présent, le groupe recycle plus de 1 000 tonnes américaines (907 000 kg) de bandes de plastique par année.

Anheuser-Busch a mis en place une technologie novatrice de traitement des eaux usées appelée « système de récupération de bioénergie » qui réduit le coût du traitement des eaux usées, abaisse la consommation d'énergie et évite la pollution causée par la production de l'électricité additionnelle que nécessiterait l'exploitation d'un système traditionnel de traitement.

### **Système de récupération de bioénergie**

Le groupe Anheuser-Busch est le principal exploitant mondial de la technologie des *Bio-Energy Recovery Systems* (BERS, Systèmes de récupération de bioénergie). Les brasseries, comme beaucoup d'usines d'aliments, sont susceptibles d'exercer de fortes pressions sur le système de traitement des eaux usées d'une collectivité, en raison de la forte charge organique des eaux résiduaires de brasserie. Un système BERS est une méthode de traitement préliminaire des eaux résiduaires, dans des conditions anaérobies (sans oxygène), et de captage du biogaz (méthane) avant le rejet de ces eaux dans le réseau d'égouts local. Le biogaz récupéré est utilisé comme combustible à la brasserie; il satisfait à 10 % ou plus des besoins énergétiques de l'installation. Le BERS convertit les déchets présents dans l'eau en combustible. Il engendre également plusieurs importants avantages pour l'environnement. Le traitement préliminaire des eaux résiduaires selon ce procédé entraîne une réduction de jusqu'à 90 % de leur charge en matières organiques. Grâce à cette diminution de la charge organique, les eaux résiduaires nécessitent un traitement moins poussé dans les installations d'épuration de la collectivité, ce qui réduit la consommation d'électricité de ces dernières. Parmi les avantages sur le plan de la qualité de l'air, on compte une réduction considérable (de 75 % ou plus) des émissions de dioxyde de carbone, de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote et de dioxyde de soufre. En outre, la quantité de biosolides produite correspond à environ 50 % de celle des méthodes traditionnelles de traitement des eaux usées. Les biosolides produits par la digestion anaérobie se développent très lentement – au lieu de constituer un fardeau sur le plan de l'élimination, ils ont une valeur marchande en tant que matériel souche pour de nouveaux projets de systèmes BERS.

Anheuser-Busch utilise des systèmes BERS pour traiter les eaux résiduaires de huit de ses 12 brasseries américaines et de ses deux brasseries internationales, situées à Mortlake (Royaume-Uni) et à Wuhan (Chine). À Mortlake, le groupe a collaboré avec la compagnie des eaux afin d'installer le système BERS au sein même de la station locale d'épuration des eaux usées. La Thames Water possède et exploite



l'installation améliorée, et Anheuser-Busch fournit un soutien technique en fonction des besoins. À Wuhan, Anheuser-Busch exploite son propre système BERS pour traiter les eaux résiduaires de brasserie, essentiellement selon le même principe qu'aux États-Unis.

### **Enseignements tirés**

- Les initiatives de ce genre doivent créer de la valeur pour la compagnie et ne doivent pas nuire à la qualité des produits.
- L'établissement de partenariats avec les fournisseurs peut engendrer des économies et réduire les répercussions sur l'environnement.
- Certaines des initiatives de ce genre représentent un travail de longue haleine et il faut faire preuve de patience.
- L'approvisionnement est la pierre d'assise de chacune des initiatives; chaque projet nécessite la participation de plusieurs groupes internes ainsi que des fournisseurs, et ne peut pas être considéré comme une activité à caractère exclusivement environnemental.
- Dans la mesure du possible, il faut intégrer les considérations liées à l'environnement aux programmes existants d'assurance de la qualité.
- Des premières expériences fructueuses peuvent avoir un effet d'entraînement et conduire à la résolution d'autres problèmes environnementaux.

### **Situation actuelle et perspectives d'avenir**

Le groupe Anheuser-Busch continue de travailler en collaboration avec les fournisseurs sur les questions relatives à l'environnement et, notamment, d'évaluer les récipients et matériaux d'emballage afin d'en atténuer les répercussions sur l'environnement.

### **Coordonnées de la personne-ressource**

Hugh (Bert) Share  
One Busch Place  
Building 207  
St. Louis, MO 63118  
États-Unis  
Tél. : +1 (314) 577-4064  
<[www.anheuserbusch.com](http://www.anheuserbusch.com)>.

## **New York City Transit – Division de la gestion du programme d'immobilisations**

### **Message principal**

La Division de la gestion du programme d'immobilisations du *New York City Transit* (NYCT, Service de transport de la ville de New York) a mis en œuvre un programme de conception écorationnelle qui lui a permis d'intégrer la dimension environnementale aux processus appliqués dans les secteurs suivants : génie, conception architecturale, passation de marchés, devis descriptifs et approvisionnement. À titre d'important acquéreur de produits et services, la Division est en mesure d'étendre ses exigences relatives à l'environnement à l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement, par l'intermédiaire des marchés qu'elle conclut pour la conception des immeubles, la construction, la démolition, la gestion des déchets et la mise en service.

### **Le processus**

La Division de la gestion du programme d'immobilisations inclut des critères environnementaux dans son processus d'exécution de projets, de concert avec des considérations telles que la satisfaction du client, la qualité, le budget, la sécurité et le calendrier. Elle a amorcé cette approche en réalisant de petites initiatives à l'échelle pilote, et les critères environnementaux font maintenant partie intégrante de tous les nouveaux projets de construction et de rénovation. Plus précisément, la Division vise à améliorer six éléments de la performance environnementale dans le cadre de la conception technique et de l'exécution des projets relatifs aux immeubles et à l'infrastructure :

- l'augmentation de l'efficacité énergétique;
- l'amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur des locaux;
- la conservation des matières premières et des ressources;
- l'optimisation de l'exploitation et de l'entretien;
- la conservation de l'eau et la gestion de chantier;
- la gestion des déchets et le recyclage.

Ces six éléments ont servi de base à l'élaboration d'une série de listes de contrôle et de directives qui incitent les gestionnaires de projet de la Division, ainsi que les entrepreneurs, à proposer des caractéristiques de conception écologiques pour tous les projets d'immobilisations. La Division choisit ensuite les caractéristiques de conception qui améliorent la performance environnementale et le rendement économique de l'immeuble ou du système en cause.

### **Les produits ou services**

En vue d'améliorer la performance environnementale des immeubles et de favoriser une conception écorationnelle, la Division achète de multiples produits et services, notamment les suivants :

- Panneaux photovoltaïques et modules photovoltaïques translucides intégrés
- Produits du bois issus de systèmes de gestion durable des forêts, matériaux à

### **Contexte**

Le métro de la ville de New York est entré en service dès 1904. Aujourd'hui, le NYCT exploite le plus important parc d'autobus d'Amérique du Nord : 5 086 autobus effectuant 45 550 parcours par jour, soit un total annuel de 171 millions de kilomètres. Le réseau de métro n'est pas moins impressionnant, avec une consommation annuelle d'énergie de 1,8 milliard de kilowattheures. L'ensemble du réseau assure le transport de 7,2 millions de personnes par jour ouvrable, soit environ 2 milliards de passagers par année. Au sein du NYCT, la Division de la gestion du programme d'immobilisations est chargée de la conception, de la construction et de la réfection des éléments d'infrastructure associés aux réseaux d'autobus et de métro. Actuellement, les 1 600 ingénieurs, architectes, planificateurs et concepteurs de la Division gèrent un budget total de 10,4 milliards de dollars américains (2000–2004). Les éléments d'infrastructure comprennent les suivants : stations, ateliers d'entretien, rails de métro aérien et souterrain, systèmes de communication, d'alimentation en énergie et de signalisation.



- aux immeubles.
  - Technologies de piles à combustible.
  - Systèmes de lavage à l'eau de pluie pour les installations d'entretien des voitures de métro et des autobus (utilisation d'eau de pluie et d'eau de lavage recyclée et traitement préliminaire de l'effluent avant son rejet dans le réseau urbain).
  - Éclairage naturel et appareils d'éclairage économes en énergie pourvus de minuteries et de capteurs.
- faible énergie intrinsèque, matériaux dégageant peu de composés organiques volatils (COV), matériaux à teneur élevée en matières recyclées et autres matériaux de construction écologiquement rationnels.
  - Pratiques de gestion des déchets axées sur la planification de la récupération, du réemploi et du recyclage dans le cadre des projets de démolition et de construction.
  - Cabines de peinture pourvues de systèmes de réduction des émissions de COV.

### **Les résultats**

Grâce à ses initiatives, la Division s'attend à dépasser les normes établies dans le décret 111 du gouverneur de l'État de New York, portant sur l'écologisation des immeubles et des véhicules de l'État. Ce décret fixe des objectifs en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'achat de produits portant l'écoétiquette *Energy Star* et l'utilisation d'énergie renouvelable. L'emploi de systèmes faisant appel à des sources d'énergie de remplacement (systèmes photovoltaïques et piles à combustible) est un exemple de caractéristique de conception écologique qui a été mise en œuvre et dont les résultats techniques ont été mesurés.

La Division et ses entrepreneurs ont conçu l'atelier d'entretien des voitures de métro de Corona de telle sorte qu'il soit partiellement alimenté en énergie solaire au moyen d'un système photovoltaïque installé sur le toit. Ce système de piles solaires produira 100 kW d'électricité; il permettra de prévenir des émissions de 180 000 lb (81 650 kg) de CO<sub>2</sub> par année – ce volume de 180 000 lb est la quantité de CO<sub>2</sub> émise par une voiture sur une distance de 225 000 milles (362 000 km), et il faudrait près de 25 acres (101 km<sup>2</sup>) d'arbres pour absorber ces émissions de CO<sub>2</sub>. L'atelier tirera également une partie de son électricité d'un système de piles à combustible de 200 kW, ce qui évitera des émissions annuelles de 40 000 lb (18 100 kg) de polluants à l'origine de précipitations acides et de smog, ainsi que de 2,4 millions de livres (1,1 million de kilogrammes) de CO<sub>2</sub>.

On a intégré des systèmes photovoltaïques à la conception de plusieurs autres immeubles du NYCT. L'emploi de ces systèmes ne permet pas seulement au NYCT d'éviter des émissions de polluants et d'atteindre des objectifs de performance environnementale; il stimule aussi le marché des sources d'énergie de remplacement et il donne lieu à la conclusion de contrats novateurs avec les services d'électricité en vue de combiner l'énergie provenant du réseau traditionnel avec une énergie produite par des systèmes de remplacement.

Les travaux de construction des projets comportant ces caractéristiques de conception écologiques débiteront au cours des deux à cinq prochaines années. La Division n'a donc pas encore pu en mesurer les avantages économiques. Elle a cependant constaté que les entrepreneurs saisissent avec enthousiasme l'occasion de concevoir des solutions écologiques et des caractéristiques permettant d'atteindre les six objectifs susmentionnés. Entre-temps, la Division travaille à l'élaboration d'une méthode de mesure permettant de calculer la valeur monétaire de ses améliorations écologiques (p. ex., le rapport entre l'aération ou l'éclairage naturels et l'efficacité des employés, ou la santé des employés et des usagers) afin de produire une solide analyse de rentabilité démontrant les avantages que présente, pour l'ensemble du NYCT, une conception écologiquement rationnelle et axée sur la durabilité.

Le NYCT s'attend à ce que cette initiative produise les résultats suivants :

- La réduction du coût complet sur le cycle de vie des immeubles, des systèmes et de l'infrastructure.

- L'amélioration de la santé et de la sécurité des travailleurs par l'achat de produits et de matériaux écologiquement rationnels, contenant moins de substances dangereuses ou n'en contenant pas du tout, et donc par la réduction de l'exposition et des risques.
- La réduction de la responsabilité légale et des coûts d'assurance, de manutention et de déclaration, grâce à l'utilisation d'une quantité moindre de matières dangereuses.
- La démonstration, auprès des intervenants, des clients, des fournisseurs et des employés, du rôle de chef de file que le NYCT joue en matière d'environnement dans la ville et dans l'État de New York.

### **Enseignements tirés**

La Division de la gestion du programme d'immobilisations a conclu que plusieurs facteurs clés ont une influence déterminante sur le succès des initiatives de ce type :

- Il importe que l'équipe de projet, les intervenants et les membres du personnel de la Division aient, dès le départ, une notion exacte des principaux défis à relever, afin que tous les intéressés s'engagent et que l'on soit à même de modifier les procédés et les méthodes de fonctionnement. La compréhension du personnel et la motivation de la direction sont considérées comme des facteurs tout aussi essentiels pour la simplification des processus décisionnels existants et la mise au point d'outils simples.
- Il est préférable d'adopter des lignes directrices et principes qui portent sur des critères multiples et qui s'appliquent dès les premiers stades de la conception d'un projet d'immobilisations. Si on les incorpore tôt dans le processus, les caractéristiques de conception écologiques deviendront des exigences aux étapes ultérieures du projet (conception préliminaire, conception détaillée et construction).
- Il est essentiel de suivre de près l'évolution des projets d'immobilisations à long terme auxquels participent de multiples entrepreneurs et services, et qui concernent de nombreux éléments d'infrastructure (p. ex., immeubles, réseaux, rails, tunnels), pour faire en sorte que les caractéristiques écologiques établies lors de la conception soient mises en œuvre.

L'intégration de la conception écorationnelle aux activités du NYCT et de la Division est encore en évolution. Jusqu'à présent, la Division a incorporé des caractéristiques de conception écologiques à plusieurs importants projets (ateliers d'entretien des voitures de métro et des autobus, stations de métro et gares intermodales, systèmes de peinture, etc.); de telles caractéristiques réduiront non seulement les répercussions de ces projets sur l'environnement, mais aussi les frais d'exploitation à long terme, tout en améliorant la productivité du personnel et en atténuant les risques.

### **Situation actuelle et perspectives d'avenir**

La Division de la gestion du programme d'immobilisations continue de peaufiner ses politiques relatives aux marchés et aux achats; à cette fin, elle collabore non seulement avec les entrepreneurs et les fournisseurs, mais aussi avec d'autres divisions du NYCT et la *Metropolitan Transportation Authority* (MTA, Régie métropolitaine des transports). Actuellement, elle s'emploie à faire en sorte que les principes écologiques soient appliqués dès les premiers stades de la planification des immobilisations, avant l'affectation des budgets quadriennaux d'amélioration de l'infrastructure.

### **Coordonnées de la personne-ressource**

Balbir Sood  
Department of Capital Program Management  
New York City Transit  
2 Broadway, New York, NY 10004, États-Unis  
[basood@nyct.com](mailto:basood@nyct.com)  
Tél. : 1 (646) 252-4381

## **Municipalité de Kolding (Danemark) – Stratégie d'approvisionnement écologique**

### **Message principal**

Depuis 1998, la municipalité de Kolding, au Danemark, applique une stratégie d'approvisionnement écologique pour s'assurer que ses décisions d'achat sont conformes à ses objectifs de gestion de l'environnement. Les agents d'approvisionnement ont élaboré une série de questionnaires portant sur diverses catégories de produits et les ont intégrés aux appels d'offres, ce qui leur permet d'évaluer les attributs écologiques des produits ou services offerts.

### **Le processus**

Dans la municipalité de Kolding, les appels d'offres sont accompagnés de questionnaires sur les attributs écologiques des produits et services proposés. Ces questionnaires, élaborés par les divisions de la logistique et de l'environnement, comportent divers types de questions concernant les méthodes d'exploitation du fournisseur (p. ex., en ce qui touche la gestion du milieu), le produit (p. ex., la teneur en matières dangereuses), l'emballage du produit et les incidences environnementales de son utilisation.

Les questions sont formulées de telle manière qu'une réponse affirmative indique une bonne performance environnementale.

Toutes les réponses affirmatives doivent être étayées par une documentation additionnelle. Pour chaque catégorie de produits, il existe un certain nombre de questions portant sur des critères obligatoires; si la réponse à l'une d'entre elles est négative, le soumissionnaire est immédiatement exclu du processus. Toutes les autres questions visent à permettre des comparaisons entre les attributs écologiques des produits offerts au moyen d'un système de pointage. Lors de l'évaluation, on accorde une importance égale à la performance environnementale et à d'autres critères tels que le prix, la qualité et le niveau de service.

### **Les produits**

Le programme s'applique à des catégories de produits d'usage courant comme les aliments, les fournitures de bureau, les produits de nettoyage, les textiles et le matériel informatique, de même qu'à des produits spécialisés tels que les jouets et les fournitures médicales.

### **Les résultats**

Au cours de la première année d'existence du programme, la municipalité a intégré des questionnaires sur les attributs écologiques à 25 % de ses appels d'offres. En mai 2001, la formule des questionnaires avait été appliquée à 70 % des ententes cadres (portant sur les produits d'usage courant).

En 2000, la municipalité a acheté des biens et services d'une valeur globale de 131,5 millions d'euros. Sur ce total, les produits et services qu'elle a achetés en vertu des ententes cadres s'élevaient à 7,15 millions d'euros; les produits et services écologiques représentaient plus de la moitié de ce montant (4,40 millions d'euros).

### **Enseignements tirés**

- Les fournisseurs ont réagi favorablement aux questionnaires sur les attributs écologiques et ont facilement satisfait aux nouvelles exigences environnementales.

#### **La municipalité de Kolding**

La municipalité de Kolding (62 000 habitants) dispose d'un grand pouvoir d'achat. Comptant environ 6 000 employés, elle est la première organisation en importance dans la région. Annuellement, elle achète des biens et services d'une valeur totale de 131,6 millions d'euros.

La municipalité gère une grande variété de programmes dans des secteurs tels que l'éducation, la puériculture, les soins aux personnes âgées et handicapées et l'enlèvement des ordures ménagères. De plus, elle s'occupe de la réglementation de la circulation, de la protection de l'environnement, de la planification, de l'administration et de la perception des impôts.

- C'est un mythe de croire que la gamme de produits écologiques disponibles sur le marché est insuffisante et que ces produits sont trop coûteux. Sauf dans le cas des aliments biologiques, il est possible de régler la question des frais additionnels en centralisant les activités d'achat.
- On manque de renseignements sur le contenu et le procédé de fabrication de certains produits.
- Conformément à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce et à la législation de l'Union européenne sur les libres marchés et l'égalité d'accès, une municipalité ne peut pas exiger, dans ses appels d'offres comportant des critères environnementaux, que les produits visés portent une écoétiquette (comme le Cygne nordique ou la Fleur européenne). Elle peut cependant énoncer des exigences environnementales semblables ou identiques à celles imposées par un programme d'écoétiquetage. En outre, dans certains cas, l'imposition d'exigences relatives au procédé de fabrication plutôt qu'au produit peut être interdite.

### ***Situation actuelle et perspectives d'avenir***

La municipalité de Kolding prévoyait qu'en 2002, elle aurait intégré des exigences écologiques à 100% de ses ententes cadres.

### ***Coordonnées des personnes-ressources***

M<sup>me</sup> Bente Møller Jessen  
Environmental Department  
Kolding Kommune  
Nytorg 11  
DK-6000 Kolding  
Tél. : +45-75/50 15 00  
Télécopieur : +45-75/53 83 46  
Courriel : [bmje@kolding.dk](mailto:bmje@kolding.dk)  
M. Karsten Andrup Pedersen  
Central Purchasing Department  
Kolding Kommune  
Toldbodgade 3-5  
DK-6000 Kolding  
Tél. : +45-75/ 50 15 00  
Télécopieur : +45-75/53 87 68  
Courriel : [kape@kolding.dk](mailto:kape@kolding.dk)  
Ville de Kolding : <<http://www.kolding.dk/>>.

## **Interface Inc. Global Flooring Systems – Recherche de solutions de concert avec les fournisseurs**

### ***Message principal***

La société internationale Interface Inc., qui fabrique des revêtements de sol, procède à des évaluations du cycle de vie de plusieurs de ses produits. Les résultats de ces évaluations l'ont amenée à travailler en étroite collaboration avec ses fournisseurs pour réduire et éliminer certaines des principales répercussions sur l'environnement attribuables à ses revêtements de sol. Au Canada, la compagnie a économisé 10,7 millions de dollars entre 1995 et 2002 (et elle a épargné 120 millions de dollars à l'échelle mondiale au cours de la même période) grâce aux évaluations du cycle de vie, à la conservation d'énergie, à la gestion des composés réglementés, composés toxiques et autres matériaux entrant dans la fabrication de ses produits, et à des activités analogues intégrées au processus décisionnel et aux méthodes d'exploitation. Interface a recours à l'« écométrie » (la mesure comparative des biens de production et des produits finis afin de déterminer le volume et la nature des déchets) pour réduire les déchets et abaisser ainsi les coûts. Les données utilisées pour l'application de cette méthode proviennent des statistiques de comptabilité et sont compilées par unité produite et par année. Interface Canada a pour objectif de réduire la quantité d'énergie consommée et de matériaux utilisés dans tous les secteurs. Au total, Interface et ses fournisseurs ont amélioré la qualité et le rendement de leurs produits et ont réalisé des économies.

### ***Le processus***

La compagnie Interface a constaté que le fait de tenir compte, lors de la conception de revêtements de sol, de la réduction des incidences environnementales au même titre que des critères de rendement économique et de rendement des produits offre une importante possibilité de réduire les déchets et, ainsi, d'améliorer la performance environnementale globale de la compagnie. Par exemple, en réduisant les déchets, Interface évite d'acheter des matériaux « superflus », ses frais de gestion et de traitement des déchets diminuent et la quantité d'énergie requise pour fabriquer chaque produit décroît (le volume de matériaux à transformer étant moindre). Interface sélectionne des produits et fournitures à haut rendement afin d'obtenir ces avantages et de réaliser ces économies. À partir des analyses du cycle de vie des produits, la compagnie a déterminé les matériaux qui ne doivent pas être présents dans ses revêtements de sol et elle intervient auprès des fournisseurs pour choisir et approuver au préalable les matériaux qu'elle achète, en appliquant des critères rigoureux de qualité et de rendement. Ainsi, Interface prend constamment en compte les exigences fondamentales établies pour ses revêtements de sol, afin de trouver des solutions qui amélioreront le rendement des produits, abrègeront les périodes de récupération des coûts, réduiront le nombre de matériaux utilisés et seront écologiquement rationnelles.

Dans le cadre de son approche intégrée, il est logique qu'Interface incite ses fournisseurs à acheter des produits et services plus écologiques. Lorsqu'elle évalue les matériaux qu'elle achètera pour fabriquer ses revêtements de sol, la compagnie tient compte des attributs écologiques au même titre que des critères de la qualité, du rendement et du prix d'achat. En outre, elle travaille directement avec ses fournisseurs pour trouver des solutions préférables sur le plan économique aussi bien qu'écologique. Par exemple, la compagnie voulait moderniser son système de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) en installant un matériel exempt de chlorofluorocarbures (CFC). Aucune technologie de ce genre n'était disponible sur le marché à l'époque, mais la compagnie a collaboré avec un fabricant de systèmes de CVC afin d'accélérer la mise au point d'un système sans CFC.

Le manque de données sur la performance environnementale des produits offerts a représenté un important problème pour Interface dans le cadre de ses activités d'approvisionnement écologique. Même si certains de ses fournisseurs avaient mis en place des systèmes de gestion de l'environnement, très peu d'entre eux disposaient de données précises sur leurs produits (p. ex., concernant l'énergie intrinsèque) ou avaient adopté des politiques relatives à la consommation d'énergie, à l'approvisionnement ou à la performance environnementale. Outre les lacunes sur le plan des données, Interface a constaté que le fait de déterminer si un produit sera, au bout du compte, plus écologique qu'un autre représente un important

défi. Par exemple, un produit peut contenir davantage de matières recyclées, mais avoir une durée de vie utile plus brève et, par conséquent, nécessiter des remplacements plus fréquents. La compagnie considère que les écoétiquettes constituent un important outil pour résoudre ce problème, de concert avec les évaluations du cycle de vie et les techniques de calcul du coût complet sur la durée de vie.

### **Les produits ou services**

En examinant ses données financières, la compagnie Interface a remarqué qu'elle utilisait neuf substances inscrites à l'INRP<sup>39</sup> dans ses revêtements de sol, et que ces substances engendraient des coûts d'exploitation additionnels. Ces coûts étaient les suivants :

- le coût d'achat des substances;
- les coûts liés aux éventualités, à la responsabilité légale et aux risques connexes;
- les frais engendrés par la manutention des substances (p. ex., matériel de protection);
- le coût de l'entreposage, du suivi et de la déclaration des substances;
- les coûts de formation des employés relativement à l'utilisation des substances.

Afin de réduire et, en bout de ligne, d'éliminer l'emploi de ces substances, Interface a pris diverses mesures. D'abord, le groupe de conception technologique des revêtements de sol a travaillé à concevoir des produits exempts de certains retardateurs de fumée et de flamme figurant sur la liste de l'INRP. Ensuite, la compagnie a incité ses fournisseurs de résines et de plastifiants à modifier les caractéristiques techniques de leurs produits (c.-à-d., diminuer l'inflammabilité des produits en réduisant la quantité de substances inflammables et en accroissant la proportion relative de substances ininflammables). Elle a motivé les fournisseurs en leur expliquant qu'elle leur achèterait un plus grand volume de produits s'ils parvenaient à trouver un moyen de réduire ou d'éliminer les retardateurs de flamme. Se faisant concurrence pour obtenir la clientèle d'Interface, les fournisseurs ont mis au point une nouvelle résine qui ne réglait pas seulement les problèmes posés par les retardateurs de flamme, mais qui nécessitait une consommation d'énergie moindre, présentait un rendement supérieur à celui des formulations précédentes et réduisait la variabilité du produit fourni (ce qui faisait diminuer la quantité de produits hors normes, c'est-à-dire de déchets). Grâce à ces travaux et à cette collaboration avec les fournisseurs, toutes les substances figurant sur la liste de l'INRP ont été retirées des revêtements de sol de la compagnie. L'approche d'Interface consiste à considérer les procédés de fabrication des fournisseurs et ses propres procédés comme des éléments formant un tout, à chercher dans l'ensemble du processus les stades de fabrication où des améliorations sont possibles et à élaborer des solutions avantageuses pour tous.

### **Les résultats**

La compagnie Interface est parvenue à éliminer de multiples coûts associés à l'utilisation de substances visées par l'INRP. On a estimé que les économies directes réalisées s'élevaient à 1 326 000 \$US par année, bien que les sommes épargnées n'apparaissent pas comme telles dans les calculs.

En ce qui concerne la recherche d'un nouveau système de CVC, Interface a incité son fournisseur à accélérer la mise au point d'un système sans CFC. Ce système d'avant-garde a coûté à la compagnie 7,5 % de plus qu'un système de CVC traditionnel; toutefois, Interface estime que son investissement a produit un rendement. Par exemple, normalement, la compagnie devrait verser une somme 100 000 \$ pour une publicité télévisée de 30 secondes, mais grâce à ses initiatives écologiques, elle a fait l'objet d'un documentaire de 30 minutes diffusé à la chaîne CNN. Les travaux effectués par la compagnie pour éliminer de ses produits les retardateurs de flamme figurant sur la liste de l'INRP, l'achat d'un système de CVC sans CFC et plusieurs autres réalisations analogues ont également donné lieu à des reportages sur Interface au réseau anglais de télévision de la Société Radio-Canada, à la chaîne Discovery et dans des journaux et magazines nationaux du Canada et des États-Unis – et ce, sans que la compagnie ait eu à assumer de frais directs.

---

<sup>39</sup> Substances devant être déclarées à l'Inventaire national des rejets de polluants du Canada.

Afin de mesurer les résultats de ses activités d'approvisionnement, Interface calcule l'« écométrie » par unité produite et par année en utilisant ses données financières sur la consommation d'énergie, les achats de matériaux, les coûts d'enfouissement, etc. Ce système permet à la compagnie :

- de déterminer les modifications à apporter aux produits ou aux procédés qui engendreront d'importantes économies (p. ex., en réduisant le volume de déchets produits, traités et éliminés, et en réduisant l'emploi de substances inscrites à l'INRP);
- de mesurer les économies engendrées par diverses décisions de conception (p. ex., décision d'utiliser des matières premières produisant moins de déchets à éliminer dans des décharges).

La compagnie a noté qu'il importe de mesurer les résultats par unité produite, afin qu'une année de faible production ne soit pas considérée à tort comme une année de bonne performance environnementale.

Interface a également constaté les avantages que comporte l'approche de collaboration pour ses fournisseurs, lesquels travaillent avec la compagnie afin d'élaborer des solutions et de mettre au point des techniques qui améliorent le rendement, qui diminuent la quantité de matières premières utilisée et les déchets produits, et qui réduisent les opérations de manutention des substances inscrites à l'INRP. Les clients d'Interface retirent également des avantages du fait qu'ils se procurent des revêtements de sol dont la durée de vie est plus longue, dont la qualité et le rendement sont supérieurs, qui contiennent moins de substances toxiques et dont le coût global est plus bas.

### ***Enseignements tirés***

Puisque les fournisseurs ne disposent pas toujours des données et des méthodes de mesure qui facilitent la prise des décisions, la compagnie Interface a appris à leur communiquer ses attentes avec transparence et à solliciter leur participation et leurs idées. La collaboration avec les fournisseurs a conduit à l'élaboration de solutions novatrices (p. ex., la fabrication de moquettes sans retardateurs de flamme et l'acquisition d'un système d'avant-garde de chauffage, de ventilation et de climatisation sans CFC).

### ***Coordonnées de la personne-ressource***

Rahumathulla Marikkar  
Interface Flooring  
233 Lahr Drive  
Belleville (Ontario) K8N 5S2  
Canada  
Tél. : +1 (800) 267-2149, poste 2115  
Télécopieur : +1 (613) 966-8817  
Courriel : [rahumathulla.marikkar@ca.interfaceinc.com](mailto:rahumathulla.marikkar@ca.interfaceinc.com)

## **Cargill Dow LLC – Stratégie de conception et d'approvisionnement écologiques**

### **Message principal**

La compagnie Cargill Dow LLC a mis au point un nouveau produit qui en fera le chef de file mondial de la fabrication de polymères à partir de ressources annuellement renouvelables. Ayant à cœur de répondre aux besoins actuels en produits d'emballage, pellicules, fibres et intermédiaires réactionnels, tout en préservant la capacité de notre planète à satisfaire aux besoins des générations futures, elle adhère à la durabilité en tant que modèle de réussite. Cargill Dow adopte le modèle de durabilité qui reconnaît le « triple indice de rentabilité » que constitue la mesure de la durabilité économique, environnementale et sociale.

Le produit phare de Cargill Dow, le polylactide NatureWorks™, est fabriqué commercialement à un seul endroit du monde, à Blair (Nebraska); ce produit représente un marché qui équivaut à plus de 30 millions de

dollars pour les producteurs de maïs de la région centre-ouest des États-Unis. Ayant la capacité requise pour fabriquer environ 300 millions de livres (136 millions de kilogrammes) de polylactide NatureWorks™ par année, la compagnie Cargill Dow est également une nouvelle source de matières premières écologiques pour les industries des tissus, de l'emballage et des pellicules. Ensemble, Cargill Dow et ses clients sont à même d'éviter la consommation de millions de gallons de pétrole importé actuellement utilisés pour fabriquer des matériaux synthétiques.

### **Contexte**

La compagnie Cargill Dow LLC est une société internationale autonome créée en tant que coentreprise par Cargill Inc. et Dow Chemical Companies. Son siège social est situé à Minneapolis (Minnesota), et elle compte des installations à Naarden (Pays-Bas) et à Tokyo (Japon). Elle emploie environ 300 personnes dans le monde entier. Cargill Dow détient plus de 110 brevets aux États-Unis et 400 brevets à l'échelle mondiale. Cette société exploite la seule usine du monde consacrée à la fabrication commerciale de polylactide (un polymère) à partir de dextrose de maïs; la capacité de cette usine est de 300 millions de livres (136 millions de kilogrammes) par année.

### **Le processus**

La qualité de la conception constitue le premier élément de la stratégie d'approvisionnement écologique de Cargill Dow. Dès le départ, le procédé de fabrication de polylactide de la compagnie a été conçu pour être respectueux de l'environnement. On laisse fermenter le dextrose obtenu à partir de maïs fourrager pour produire de l'acide lactique, que l'on transforme ensuite en un produit polymérique dont le rendement est égal ou supérieur à celui des matériaux à base de pétrole. Le produit NatureWorks™ ne contient pas de métaux lourds toxiques, de perturbateurs présumés du système endocrinien ni d'autres matières premières suscitant d'importantes préoccupations sur le plan de l'environnement. Bien sûr, l'exploitation agricole peut occasionner le rejet de certaines de ces substances dans le milieu. L'adoption de pratiques agricoles durables (ainsi que le développement de marchés pour les produits qui en sont issus), que Cargill Dow travaille à soutenir, semble être une stratégie clé de résolution des problèmes de pollution dans le secteur agricole.

Le deuxième élément de la stratégie d'approvisionnement écologique de Cargill Dow consiste à inciter ses fournisseurs de matières premières à s'engager dans le processus de responsabilisation environnementale. À titre de nouvelle entreprise dont l'activité repose sur une technologie novatrice non entièrement commercialisée, la société Cargill Dow reconnaît qu'elle doit offrir une valeur additionnelle dans un produit qui, présentement, est plus coûteux que les produits concurrents à base de pétrole. Cette valeur additionnelle du polylactide NatureWorks™ réside dans sa fabrication selon les principes de la durabilité et, en particulier, dans la supériorité de ses attributs écologiques. Ainsi, en plus de veiller à ce que les procédés de production soient respectueux de l'environnement, la compagnie détermine avec soin le coût du produit sur l'ensemble de son cycle de vie.

Le troisième élément de la stratégie d'approvisionnement écologique de Cargill Dow est lié au fait que le polylactide NatureWorks™ est par ailleurs une matière première qui peut être utilisée pour fabriquer un



large éventail de produits commerciaux et de consommation, depuis les pellicules de plastique et les contenants d'emballage des aliments jusqu'à une gamme complète de produits textiles et de vêtements. La compagnie mesure avec soin les incidences environnementales de son produit sur l'ensemble du cycle de vie et en fait publiquement rapport. En vue de préserver l'intégrité écologique du polylactide NatureWorks™, Cargill Dow impose à ses clients des exigences concernant les types d'utilisation autorisés et la nature des substances et matériaux qui peuvent être combinés avec son polymère pour la fabrication d'autres produits.

Cargill Dow applique un programme d'acquisition de matières premières produites selon des pratiques durables qui constitue un élément clé de sa stratégie d'approvisionnement écologique. La durabilité de son produit NatureWorks™, qui est entièrement dérivé d'une espèce cultivée annuellement renouvelable (le maïs), dépend en définitive de la durabilité des pratiques adoptées pour la culture de cette espèce. La compagnie collabore avec des spécialistes de l'agriculture durable pour élaborer des systèmes et des normes d'amélioration des pratiques agricoles qui favoriseront la durabilité au premier maillon de la chaîne d'approvisionnement du polylactide NatureWorks™.

Cargill Dow a créé un programme d'encouragement des exploitations moins polluantes, en vue d'amorcer une transition vers l'utilisation accrue, dans un très proche avenir, de matières premières produites selon des pratiques agricoles durables. Ce programme offre aux clients de la compagnie la possibilité d'étendre la portée écologique de leurs achats de polylactide NatureWorks™ en se procurant une variante produite à partir de maïs spécialement cultivé de façon durable (le maïs sert à obtenir le dextrose que Cargill Dow transforme pour fabriquer son produit polymérique). Basé sur des principes que l'on considère couramment comme relevant de l'approvisionnement écologique, ce programme s'inspire du marché pour créer une nouvelle famille de produits complémentaires qui permet aux clients de mener une action encore plus efficace en matière d'environnement. Le programme procure aux clients un moyen de soutenir des pratiques agricoles ne faisant pas appel aux organismes génétiquement modifiés, de favoriser la conversion à une agriculture biologique et, en 2003, il leur permettra de soutenir une agriculture plus durable dans le cadre d'une initiative de promotion de l'ajout d'une troisième récolte à la rotation des cultures. Son mode de fonctionnement est très semblable à celui des programmes de tarification de l'électricité « verte », et il fournit aux clients l'occasion de contribuer directement à la transformation des pratiques agricoles aux États-Unis – à un rythme qui correspond à environ 1 acre (4,05 m<sup>2</sup>) par 3 000 lb (1 361 kg) de polylactide NatureWorks™ utilisé.

### **Les produits ou services**

- Le polylactide NatureWorks™ a essentiellement pour fonction de remplacer des matières premières dérivées du pétrole, non renouvelable, par des matières premières agricoles annuellement renouvelables pour la fabrication de polymères.
- Cargill Dow crée des marchés pour des produits agricoles cultivés de façon plus durable.
- Cargill Dow crée des techniques industrielles permettant une utilisation plus efficace de la biomasse agricole comme source d'énergie.
- Cargill Dow est déterminée à utiliser de façon plus intensive l'énergie « verte », notamment l'énergie éolienne pour la production d'électricité et la biomasse pour les besoins en énergie thermique.
- Cargill Dow aide ses fournisseurs de matières premières à prendre conscience des avantages de l'analyse du cycle de vie de leurs produits et services.
- Cargill Dow aide ses clients à prendre conscience des avantages de l'expansion des marchés d'approvisionnement écologique, en veillant à ce que l'intégrité écologique des produits à base de polylactide NatureWorks™ ne soit pas compromise par l'utilisation de substances dangereuses ou causant des dommages à l'environnement.

### **Les résultats**

Le produit NatureWorks™ fournit un rendement équivalent ou supérieur dans les fibres, les pellicules et les matériaux d'emballage, tout en émettant de 30 % à 50 % de moins de gaz à effet de serre que les produits comparables à base de pétrole. Il ne contient pas de substances chimiques toxiques ni de métaux

lourds et il ne présente aucun danger pour la couche d'ozone ou pour la santé humaine. Ce produit de Cargill Dow offre de nouvelles possibilités en matière d'écologie aux agriculteurs, aux collectivités agricoles ainsi qu'aux industries des fibres et des matériaux d'emballage. Pour en savoir plus, prière de consulter le site Internet suivant : <<http://www.cargilldow.com>>.

### ***Enseignements tirés***

La compagnie Cargill Dow ne considère pas ses produits comme faisant partie d'une chaîne de valeur linéaire, allant des matières premières au produit fabriqué, puis à l'élimination finale. Elle envisage plutôt ses produits comme faisant partie d'un système cyclique de transformation des matières et elle reconnaît donc les possibilités qu'offre l'écologisation de la chaîne d'approvisionnement non seulement en amont et en aval, mais aussi « latéralement », en exerçant une influence sur la chaîne d'approvisionnement traditionnelle.

Le polylactide NatureWorks™ de Cargill Dow est le premier produit bio-industriel qui peut être utilisé à grande échelle pour fabriquer des fibres synthétiques et des plastiques. Il reste encore beaucoup de travail à faire pour mettre au point toute la panoplie des technologies et des systèmes de soutien nécessaires. Toutefois, les activités menées jusqu'à présent par la compagnie montrent qu'il existe d'importantes possibilités de création de marchés pour des produits – fibres, matériaux d'emballage, pellicules, intermédiaires réactionnels – offrant une meilleure performance du point de vue de la durabilité, alors que ces possibilités n'existaient tout simplement pas il y a quelques années. De plus, le succès remporté jusqu'à présent par le produit NatureWorks™ indique qu'il est possible d'établir un lien direct entre les préférences des clients en matière de durabilité et les pratiques agricoles.

### ***Situation actuelle et perspectives d'avenir***

La compagnie Cargill Dow est également en train de mettre au point la technologie nécessaire pour faciliter le passage à l'utilisation de la biomasse comme source d'énergie. En effet, plutôt que de continuer à exploiter uniquement les sucres fermentables tirés des grains de maïs, elle élaborera une technique permettant d'utiliser la cellulose des tiges et des enveloppes du maïs ainsi que d'autres espèces cultivées. Aujourd'hui, ces tiges et autres matières sont considérées comme des résidus ayant peu de valeur pour les agriculteurs. Le recours à la biomasse comme bien de production fournira à la compagnie la possibilité stimulante d'« écologiser » l'énergie qu'elle consomme en utilisant la lignine naturellement présente dans la biomasse comme source d'énergie thermique. Les agriculteurs produisant selon des pratiques agricoles durables les matières premières et la biomasse utilisées pour la fabrication du produit polymérique de Cargill Dow produiront simultanément des cultures plus rentables et plus durables pour les marchés de l'alimentation humaine et animale. Cargill Dow estime avoir un rôle crucial à jouer en favorisant la création de marchés pour des cultures céréalières plus durables et plus écologiques, ce qui permettra par la suite à d'autres compagnies de procéder de façon plus économique à l'écologisation de leur propre chaîne d'approvisionnement.

### ***Coordonnées de la personne-ressource***

Karl R. Rábago  
Sustainability Alliances Leader  
PO Box 5830, MS 130  
Minneapolis, MN 55440-5830  
Tél. : +1 (952) 984-3807  
Courriel : [karl\\_rabago@cargilldow.com](mailto:karl_rabago@cargilldow.com)

## **Marine Stewardship Council – Écoétiquetage des poissons et fruits de mer**

### **Message principal**

Entre 1950 et 2000, les prises mondiales de poissons sauvages à des fins de consommation humaine sont passées de 20 à 95 millions de tonnes américaines (de 18 à 86 millions de tonnes métriques). Cet essor a engendré des pressions de plus en plus fortes en faveur non seulement de l'exploitation des populations connues, mais aussi de la recherche et de la mise en valeur de nouveaux stocks de poissons. Toutefois, on s'accorde généralement pour dire que les populations de poissons ont décliné à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies.

Par suite de ces pressions, le Fonds mondial pour la nature a fait équipe avec la société multinationale Unilever afin de mettre sur pied en 1997 le *Marine Stewardship Council* (MSC, Conseil sur la gestion des produits de la mer); en 1999, le MSC est devenu un organisme autonome. Il a créé un logo indiquant aux consommateurs que les produits portant cette étiquette sont issus d'activités de pêche bien gérées et durables qui n'ont pas contribué au problème environnemental de la surpêche. Depuis 2000, sept types de pêche ont été certifiés dans le monde entier, et 131 lignes de produits portant l'écoétiquette du MSC sont maintenant disponibles sur le marché dans dix pays.



Même si le programme de certification du MSC est relativement récent (2000), les distributeurs, les supermarchés et les producteurs en ont déjà retiré des avantages initiaux. La présente étude de cas donnera un bref aperçu de ces avantages<sup>40</sup>.

### **Le processus**

Le MSC est une organisation non gouvernementale internationale sans but lucratif qui a été créée pour promouvoir les pêches durables et les pratiques de pêche écologiquement rationnelles dans le monde entier. Il a pour but de fournir une série d'incitations commerciales afin de favoriser une meilleure gestion des pêches mondiales et de parvenir à une production durable des poissons et fruits de mer. Seuls les produits des types de pêche certifiés comme respectant la norme écologique du MSC peuvent en porter le logo. Cette norme écologique reconnaît que des pêches durables doivent être basées sur des pratiques écorationnelles qui préservent la biodiversité, la productivité et les processus écologiques du milieu marin dont les ressources sont exploitées. La norme repose sur les trois principes suivants :

#### *Principe n° 1 :*

Les activités de pêche doivent être menées d'une façon qui ne conduira pas à la surpêche ou à l'épuisement des populations exploitées; dans le cas des populations déjà épuisées, on doit démontrer que ces activités sont menées d'une façon propice au rétablissement des stocks.

#### *Principe n° 2 :*

Les activités de pêche doivent permettre le maintien de la structure, de la productivité, de la fonction et de la diversité de l'écosystème (comprenant l'habitat ainsi que les espèces écologiquement dépendantes et apparentées) des populations exploitées.

#### *Principe n° 3 :*

Les activités de pêche doivent être soumises à un système efficace de gestion qui respecte les lois et normes locales, nationales et internationales, et qui est doté de cadres institutionnels et opérationnels assurant une exploitation équilibrée et durable de la ressource.

<sup>40</sup> Cette étude de cas est en grande partie tirée d'un rapport intitulé : *Early Indications of Market Impacts from the Marine Stewardship Council's Ecolabeling of Seafood*. Cathy A. Roheim, Department of Environmental and Natural Resource Economics, University of Rhode Island, États-Unis.

### **Les produits ou services**

Le MSC soutient le principe de l'égalité d'accès à son programme de certification, peu importe le volume, l'échelle, l'emplacement ou l'intensité des activités de pêche. Jusqu'à présent, sept types de pêche ont obtenu la certification :

- langouste d'Australie-Occidentale
- saumon de l'Alaska (É.-U.)
- hareng de l'estuaire de la Tamise (R.-U.)
- coques du Burry Inlet (R.-U.)
- hoki de Nouvelle-Zélande
- pêche à la ligne du maquereau de la côte Sud-Ouest (R.-U.)
- pêche aux casiers de la langoustine du Loch Torridon (R.-U.)

Sept autres types de pêche font actuellement l'objet d'évaluations aux États-Unis, au Canada, en Afrique du Sud, au Mexique, au Chili et dans la mer du Nord.

### **Les résultats**

Certaines des plus importantes chaînes de supermarchés du monde appuient le programme du MSC, offrent dans leurs succursales des produits écoétiquetés par l'organisme et emploient d'importants moyens publicitaires pour faire connaître ces produits de la mer. Le secteur de la restauration a aussi commencé à adopter les produits certifiés par le MSC. La société Unilever commercialise également ces produits (hoki de Nouvelle-Zélande et saumon de l'Alaska sous la marque Iglo, en Europe continentale; hoki de Nouvelle-Zélande sous la marque Birds Eye, au Royaume-Uni et dans la République d'Irlande).

#### **Supermarchés**

Aux États-Unis, la compagnie **Whole Foods Market** est la principale chaîne nationale de marchés d'aliments naturels; elle vend actuellement des produits écoétiquetés par le MSC dans plus de 130 succursales du pays. Le rapport annuel de 2001–2002 du MSC rapporte les propos suivants de la vice-présidente de Whole Foods, M<sup>me</sup> Margaret Wittenberg : « Nous appuyons chaleureusement le programme de certification du MSC, car nos clients qui achètent des produits pêchés selon des pratiques durables peuvent avoir la certitude qu'ils ne contribuent pas à la surpêche ou à la dégradation des écosystèmes marins. » Certains produits portant l'étiquette de l'organisme sont également offerts par les supermarchés Wild Oats, par l'intermédiaire des catalogues de la chaîne Norm Thompson, ainsi que par SeaBear, Vital Choice Seafoods et Wildcatch.

Le Groupe Delhaize, dont le siège social se trouve en Belgique, possède la troisième chaîne de supermarchés en importance en Nouvelle-Angleterre (**Hannaford Brothers**); ses 86 succursales détiennent 9 % du marché dans cette région. Le Groupe vend de nombreux produits écologiques aux États-Unis, de même qu'en Belgique (117 supermarchés, 183 supermarchés affiliés et 148 petites épiceries de quartier). Actuellement, il offre trois lignes de produits portant le logo du MSC (deux pour le saumon de l'Alaska et une pour le hoki de Nouvelle-Zélande). Il vend également des produits du bois écoétiquetés par le *Forest Stewardship Council* (FSC, Conseil sur la gestion des forêts), des aliments biologiques et des produits échangés équitablement. Environ 85 % des ventes de produits du Groupe Delhaize sont réalisées l'étranger, surtout aux États-Unis.

Au Royaume-Uni, deux importantes chaînes de supermarchés, Tesco et **Sainsburys**, se sont fait concurrence pour être la première à offrir les produits nouvellement certifiés par le MSC. Sainsburys, principal détaillant de produits de la mer du Royaume-Uni, a été l'une des premières compagnies à appuyer les activités de l'organisme, et la première chaîne de supermarchés du Royaume-Uni à offrir des produits portant l'écoétiquette du MSC. L'an dernier, le coefficient de rotation des stocks de produits certifiés par le MSC a augmenté de 25 %. Selon un article récemment publié dans la revue *Green Futures*<sup>41</sup>, Sainsburys contribue à la réalisation de tests de marché pour le thon pêché selon des pratiques durables (qui totalise 4 % de ses ventes de poisson frais) et finance des recherches sur les possibilités de

<sup>41</sup> *Green Futures*. Novembre-décembre 2002, p. 50.

certification d'espèces exploitées commercialement (albacore et bonite à ventre rayé) dans la région du Pacifique. Actuellement, la chaîne Marks and Spencer vend trois produits portant l'étiquette du MSC (hoki de Nouvelle-Zélande pané, saumon de l'Alaska fumé et maquereau de la côte Sud-Ouest frais), mais n'offre pas de coques ni de hareng parce qu'elle estime qu'il n'y a pas de clientèle pour ces produits.

### ***Secteur de la restauration***

Ce secteur s'intéresse de plus en plus au programme de certification du MSC. Par exemple, au Royaume-Uni, les restaurants de la chaîne Little Chef affichent le logo de l'organisme afin d'attirer l'attention sur les plats de hoki de Nouvelle-Zélande qu'ils offrent.

### ***Situation actuelle et perspectives d'avenir***

Parmi les effets sur le marché du programme de certification du MSC, on compte les suivants :

- un intérêt accru des détaillants et des restaurateurs pour l'offre de produits de la mer portant l'écoétiquette du MSC;
- la création de nouvelles marques pour ces produits, par exemple la ligne Fish for Life de la compagnie Young's Bluecrest;
- la pénétration par ces produits de marchés auxquels ils n'avaient pas accès auparavant;
- l'augmentation des prix et des parts du marché;
- l'amélioration globale de la réputation des pêches.

Les principaux marchés de produits certifiés sont concentrés dans les régions développées comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Amérique du Nord et l'Europe, mais la certification de pêches durables se poursuit tant dans le monde industrialisé que dans les pays en développement. Des programmes ont été créés pour financer le processus de certification des pêches dans le monde en développement. Le marché futur des produits de la mer portant l'écoétiquette du MSC devrait connaître un important essor, particulièrement lorsqu'un plus grand nombre de produits issus de pêches certifiées sera disponible.

En résumé, l'accès des consommateurs aux produits certifiés par le MSC s'accroît. De nombreux acheteurs de produits de la mer pour des chaînes de supermarchés ont dit attendre avec impatience le moment où le choix sera plus vaste et où ils pourront étendre la gamme d'aliments certifiés qu'ils offrent à leurs clients. À l'heure actuelle, il semble que le marché soit réceptif aux produits portant l'écoétiquette du MSC, ce qui est de très bon augure pour l'avenir des produits de la mer certifiés.

### ***Coordonnées de la personne-ressource***

MSC US Office  
2110 N. Pacific Street,  
Suite 102  
Seattle, WA 98103  
États-Unis  
Tél. : +1 (206) 691-0188/9  
Télécopieur : +1 (206) 691-0190  
Courriel : [info@msc.org](mailto:info@msc.org)

## 4 Analyse de rentabilité

Le présent chapitre donne un aperçu des principaux facteurs de motivation et arguments commerciaux qui peuvent inciter les organisations des secteurs public et privé à mettre en place des programmes d'approvisionnement écologique. Les exemples sont tirés des expériences fructueuses décrites au **chapitre 3**, d'études de cas publiées par l'EPA, le *Center for a New American Dream* (CNAD, Centre pour un nouveau rêve américain), le Conseil international pour les initiatives écologiques communales (ICLEI) et le *Consumer's Choice Council* (CCC, Conseil sur le choix du consommateur), ainsi que des travaux de la Table ronde sur la durabilité des produits<sup>42</sup>. Nous avons en outre recueilli des renseignements dans le cadre d'entrevues avec des représentants des organisations susmentionnées et de plusieurs entreprises privées.

### La valeur commerciale des achats écologiques pour les organisations

En général, les organismes gouvernementaux et les entreprises privées mentionnent les avantages suivants qu'ils retirent des pratiques d'approvisionnement écologique :

- les coûts évités : la réduction des frais de gestion des déchets et des matières dangereuses, ainsi que du temps nécessité et des coûts occasionnés par la production de rapports;
- les économies engendrées par la conservation d'énergie, d'eau, de combustibles et d'autres ressources;
- la simplification du respect de la réglementation environnementale;
- la démonstration de l'exercice d'une diligence raisonnable;
- la réduction des risques d'accident, de la responsabilité légale et des coûts liés à la santé et à la sécurité;
- le soutien d'une stratégie et d'une vision axées sur l'écologie et la durabilité;
- l'amélioration de l'image et de la réputation de l'entreprise, ainsi que de l'image de marque;
- l'amélioration de la santé des employés et de la collectivité grâce à la réduction de la pollution de l'air et de l'eau, du volume de déchets produit et des ressources utilisées.

La mesure de ces avantages et la diffusion d'information à leur sujet peuvent inciter fortement les organisations (publiques aussi bien que privées) à adopter des pratiques d'approvisionnement écologique.

#### Les coûts évités

L'achat de produits plus respectueux de l'environnement peut réduire les frais de gestion des déchets et des matières dangereuses ainsi que les dépenses liées à la prévention de la pollution. Par exemple :

- Le polygone d'essai d'Aberdeen du *Department of Defense* (DOD, ministère de la Défense des Etats-Unis) achète maintenant des peintures plus écologiques qui lui coûtent 1,76 \$US de moins par gallon (0,46 \$US de moins par litre). Cette installation de l'Armée américaine économise en outre les coûts associés à la déclaration, à la manutention, à l'entreposage et à l'élimination de peintures inutilisées classées dans la catégorie des matières dangereuses.
- Le service de gestion du parc de véhicules automobiles du **comté de Lee**, en Floride, n'a plus de déchets dangereux à éliminer depuis qu'il achète des liquides pour automobile et des produits de nettoyage écorationnels. Tous les ans, ce comté économise environ 16 800 \$US en frais d'élimination de déchets dangereux (ce montant correspond à environ 1 400 \$US par véhicule géré).

<sup>42</sup> La Table ronde sur la durabilité des produits (TRDP) est une tribune nord-américaine et européenne réunissant des chefs de file de la durabilité dans l'entreprise privée, et gérée par Five Winds International. Elle représente un large éventail d'organisations de tous les stades de la chaîne d'approvisionnement industrielle, ce qui permet d'examiner des méthodes pratiques de mise en œuvre de stratégies relatives à la durabilité.

- Le **port de Seattle**, par exemple, a rationalisé ses méthodes d'approvisionnement du matériel d'entretien des aéronefs en supprimant les produits ne comportant pas de fiche signalétique de sécurité de produit, de même que les substances chimiques superflues. Il a ainsi réduit ses frais d'élimination de déchets dangereux de 90 % en deux ans.
- En 1997, dans le cadre de son programme d'approvisionnement écologique, la **Bank of America** a réduit le nombre de fournisseurs avec lesquels elle faisait affaire, tout en limitant simultanément sa consommation de papier. Cette dernière initiative a été à l'origine d'économies évaluées à 14 millions de dollars américains en 1999.

### **Les économies engendrées par la conservation d'énergie, d'eau, de combustibles et d'autres ressources**

Les produits, immeubles et véhicules économes en énergie, en eau et en ressources peuvent occasionner une importante diminution de la facture de consommation d'énergie et des frais d'exploitation. Par exemple :

- Le **comté de Multnomah**, dans l'État d'Oregon, a réduit sa consommation annuelle d'énergie et a économisé 335 000 \$US en électricité – soit l'équivalent de 15 % de la facture d'électricité du comté – en remplaçant de l'équipement désuet par un équipement économe en énergie comprenant des produits certifiés par le programme *Energy Star*.
- La compagnie **Interface Inc.** a procédé à des analyses du cycle de vie des produits et a collaboré avec les fournisseurs de sa chaîne d'approvisionnement pour accroître le rendement de ses produits, assurer une utilisation plus efficace des matériaux et réduire ses frais d'exploitation.
- Le **New York City Transit** (NYCT, Service de transport de la ville de New York) estime qu'il réalisera des économies annuelles de 60 000 \$US grâce à l'installation de systèmes photovoltaïques dans sa gare intermodale de Stillwell Avenue et en achetant ainsi moins d'électricité provenant du réseau traditionnel.

### **La simplification du respect de la réglementation environnementale**

Les produits, procédés ou services plus écologiques, qui utilisent moins de substances toxiques et de matières dangereuses ou qui occasionnent moins d'émissions nocives, peuvent aider les organisations à éviter les frais élevés occasionnés par la présentation de demandes de permis ou d'autorisations environnementales aux gouvernements régionaux ou locaux. Ce facteur est particulièrement pertinent pour les organisations qui possèdent des installations de fabrication ou de services. Par exemple :

- La compagnie **Canyon Creek Cabinet Co.** a économisé les frais liés à la demande et à l'observation d'un permis de rejet de polluants atmosphériques en vertu du titre V de la *Clean Air Act* (CAA, Loi sur l'air salubre), en adoptant un système à base d'eau pour la finition de ses armoires<sup>43</sup>.
- Grâce à ses activités de gestion du cycle de vie et de calcul du coût complet des matériaux et des substances, la compagnie **Daimler Chrysler** a réalisé des économies d'environ 22 millions de dollars américains tout en évitant d'expédier 400 tonnes de déchets à des sites d'enfouissement<sup>44</sup>.

### **La réduction des risques d'accident, de la responsabilité légale et des coûts liés à la santé et à sécurité**

Les entreprises qui utilisent des produits, matières premières ou substances écorationnelles peuvent améliorer la santé et la sécurité de leurs employés et réduire du même coup la responsabilité légale à laquelle elles sont exposées. Elles peuvent également abaisser leurs frais en évitant d'utiliser des substances à déclaration obligatoire (toxiques), ce qui leur permet d'éviter des coûts liés à la production de rapports, à la formation, à la manutention, au stockage et à l'élimination. Par exemple :

<sup>43</sup> PPRC. 1999. *Sustainability & Green Procurement : Getting down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir <<http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html>>.

<sup>44</sup> Rowledge, Barton, Brady. 1999. *Mapping the Journey*. Greenleaf, Londres, p. 182–183.

- Le **comté de Cape May**, dans l'État de New Jersey, a économisé 45 000 \$US en diminuant la quantité d'insecticides et d'herbicides chimiques qu'il utilise. Une réduction de l'emploi de nombreux pesticides peut également être une source d'économies.
- Le **CNAD**, citant des statistiques de l'organisme **INFORM** et du **Western Regional Pollution Prevention Network** (Réseau de prévention de la pollution de la région de l'Ouest), indique que l'amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur des lieux de travail, par des mesures telles qu'une meilleure ventilation, un entretien plus minutieux et l'utilisation de produits de nettoyage plus sûrs, pourrait engendrer une hausse de 0,5 % à 5 % de la productivité des employés, soit un gain de productivité annuel de 30 à 150 milliards de dollars américains<sup>45</sup>. En outre, des données sur l'indemnisation des accidentés du travail compilées dans l'État de Washington indiquent que, tous les ans, six préposés à l'entretien sur 100 subissent des lésions professionnelles causées par les produits de nettoyage, ce qui représente un coût de 725 \$US en frais médicaux et en perte de temps de travail par lésion signalée<sup>46</sup>.

### ***Le soutien d'une stratégie et d'une vision axées sur l'écologie et la durabilité***

Les gouvernements ont recours depuis longtemps aux achats écologiques pour soutenir les produits et services respectueux de l'environnement. Pour leur part, les entreprises privées considèrent l'approvisionnement « vert » comme un moyen d'améliorer leur performance environnementale et sociale. Par exemple :

- Le **NYCT**, par l'entremise de sa Division de la gestion du programme d'immobilisations, a adopté un programme d'amélioration de la performance environnementale de façon à jouer un rôle de chef de file en matière d'environnement, au sein des secteurs public et privé, dans l'État de New York.
- En 2000, la **municipalité de Kolding (Danemark)** a acheté des produits écologiques d'une valeur de 4,40 millions d'euros, ce qui représentait cette année-là 30 % de ses dépenses d'approvisionnement.

### ***L'amélioration de l'image et de la réputation de l'entreprise, ainsi que de l'image de marque***

Les organisations qui éliminent les substances à déclaration obligatoire (toxiques) de leurs produits et procédés de fabrication, comme la compagnie Interface, peuvent également bénéficier d'une couverture favorable de la part des médias et resserrer leurs relations de collaboration avec leurs fournisseurs dans le cadre d'un processus de recherche commune de solutions écologiques.

- La compagnie **Interface Flooring** a fait l'objet d'un documentaire diffusé à la chaîne CNN, ainsi que de reportages au réseau anglais de télévision de la Société Radio-Canada et dans divers magazines et journaux du Canada et des États-Unis, grâce à ses activités écologiques et à sa collaboration avec les entreprises de sa chaîne d'approvisionnement.
- Une petite chaîne d'ateliers de réparation d'automobiles **Midas**, à Seattle, achète des produits écorationnels dans le cadre de sa stratégie de satisfaction de la clientèle<sup>47</sup>. Les ateliers de la chaîne ont remplacé les liquides pour automobile et les produits de nettoyage dangereux qu'ils utilisaient par des produits moins nocifs.

### ***L'amélioration de la santé des employés et de la collectivité grâce à la réduction de la pollution de l'air et de l'eau, du volume de déchets produit et des ressources utilisées***

Une grande qualité de l'air à l'intérieur des locaux peut améliorer la productivité des employés. Par exemple :

<sup>45</sup> Voir <<http://www.informinc.org/cleanforhealth.php>>.

<sup>46</sup> Voir <<http://www.westp2net.org/Janitorial/jp4.htm>>.

<sup>47</sup> Cette chaîne est dirigée par Scott Mafune, cité dans le rapport suivant : PPRC. 1999. *Sustainability and Green Procurement: Getting Down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir <[www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html](http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html)>.



- Au **Pentagone**, à Washington (D.C.), on prévoit que l'amélioration de la qualité de l'air intérieur accroîtra la productivité des employés de 6 % et engendrera des économies annuelles de 72 millions de dollars américains<sup>48</sup>.
- La firme **SARI** (société française de gestion d'immeubles) a récemment conclu un partenariat avec la compagnie **Carrier** afin d'installer de nouveaux systèmes de climatisation à oxydation photocatalytique par UV qui améliorent la qualité de l'air intérieur. Elle s'attend à une hausse de la satisfaction des locataires et de la productivité des travailleurs.

### La mesure des avantages

De plus en plus de pressions sont exercées pour que l'on mesure le succès des programmes d'approvisionnement écologique et que l'on en fasse état publiquement. Au sein d'une organisation, ces pressions sont plus susceptibles de provenir des services d'approvisionnement eux-mêmes que de la haute direction. Les services en question veulent quantifier les avantages des achats écologiques et en faire le suivi afin de pouvoir assurer l'expansion des programmes. Actuellement, plusieurs méthodes sont appliquées pour mesurer les avantages de l'approvisionnement écologique :

- **La mesure des économies directes.** Il est possible de mesurer les économies engendrées par les achats écologiques en utilisant les données financières traditionnelles sur les coûts dans des secteurs tels que la consommation d'énergie (pour la fabrication ou les activités d'exploitation), l'enfouissement des déchets, l'achat de matières premières, l'achat de papier et de matériel de bureau ou le transport des déchets. La hausse ou la baisse des coûts que l'acquisition de certains produits occasionne dans l'un ou l'autre de ces secteurs devrait transparaître dans les rapports financiers. La Bank of America a établi des niveaux de référence en vue de mesurer la diminution de sa consommation de papier et l'augmentation de son utilisation de papier contenant des matières recyclées.
- **L'estimation des avantages pour l'environnement.** Certaines organisations comme le NYCT se servent de sources de données publiques pour estimer les avantages environnementaux ou les économies attribuables à leurs activités d'approvisionnement écologique (p. ex., la quantité d'émissions de CO<sub>2</sub> évitée). Parmi les autres critères de mesure, on compte la réduction du nombre de tonnes de déchets expédiées à des sites d'enfouissement, le nombre de substances à déclaration obligatoire (toxiques) éliminées et la réduction de la consommation d'eau.
- **La mesure des dépenses engagées.** Certaines organisations utilisent les dépenses engagées comme outil de mesure de l'approvisionnement écologique, par exemple : le montant dépensé pour obtenir de l'électricité « verte », du papier contenant des matières recyclées ou des peintures moins nocives pour l'environnement (c'est le cas, entre autres, pour le polygone d'essai d'Aberdeen et la municipalité de Kolding). Ces dépenses peuvent être documentées dans des rapports, ce qui permet d'en faire le suivi. Cette méthode de mesure pose deux problèmes :
  - D'abord, les données ne sont pas faciles à obtenir. Dans bon nombre d'organisations des secteurs public et privé, les fonctions d'approvisionnement sont décentralisées et réparties entre plusieurs services, et il est donc difficile de compiler des données cumulatives sur l'acquisition d'un produit en particulier (p. ex., le papier).
  - Ensuite, il est impossible de traduire facilement les dépenses engagées en avantages écologiques ou économiques quantitatifs pour l'organisation ou pour la collectivité où celle-ci est implantée. Toutefois, il est possible d'utiliser les données sur les dépenses pour mesurer la proportion que les achats écologiques représentent par rapport aux acquisitions totales d'une organisation.
- **L'estimation des coûts cachés et des économies potentielles.** Les méthodes fondées sur le coût total de possession et le calcul du coût complet sur la durée de vie permettent d'estimer les avantages potentiels (dans des secteurs comme la déclaration, la manutention ou l'élimination des

---

<sup>48</sup> EPA. 1999. Voir <[www.epa.gov/oppt/epp](http://www.epa.gov/oppt/epp)>. Ou : PPRC. 1999. *Sustainability and Green Procurement : Getting Down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir <[www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html](http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html)>.

matières dangereuses). Cependant, les services d'approvisionnement sont souvent dépourvus des moyens nécessaires pour appliquer de telles méthodes. Les calculs nécessitent fréquemment une connaissance approfondie des produits achetés, ainsi que des modes d'utilisation et d'élimination de ces produits.

### **Pourquoi maintenant?**

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles on devrait continuer à promouvoir les achats écologiques en Amérique du Nord :

- **La stimulation de la création de produits et services novateurs pour les marchés du 21<sup>e</sup> siècle.** Les organisations s'emploient de plus en plus à déceler et à atténuer les incidences environnementales de leurs procédés et produits. Les compagnies qui mènent la marche sont à l'affût de possibilités d'innovation, ainsi que d'amélioration de la qualité des produits et de l'efficacité des procédés, en vue d'accroître la satisfaction de la clientèle, de rehausser la valeur pour les actionnaires et d'accéder à de nouveaux marchés. L'expansion des activités d'approvisionnement écologique peut stimuler la création de produits et services novateurs qui auront moins de répercussions sur le milieu (et favoriser l'essor des marchés de produits et services écologiquement rationnels).
- **L'accroissement du nombre de produits et services écologiquement rationnels.** Grâce à des initiatives comme les écoétiquettes, les normes nationales, les programmes d'écoétiquetage internationaux (p. ex., le Cygne nordique et la Fleur européenne) et les programmes de portée mondiale (comme ceux du FSC et du MSC), il est maintenant plus facile de mettre sur pied des programmes d'approvisionnement écologique<sup>49</sup>. L'écoétiquetage simplifie les décisions d'achat des consommateurs et des organisations qui souhaitent se procurer des produits conformes à une norme vérifiée de performance environnementale.
- **Les possibilités de collaboration.** De nombreuses entreprises privées s'efforcent d'améliorer la performance environnementale de leurs produits et services et élaborent leurs propres stratégies en matière d'écologie et de durabilité. À l'actuel stade de mise en œuvre et d'apprentissage par l'expérience, les gouvernements peuvent collaborer avec les fournisseurs afin que tous aient une connaissance plus approfondie des répercussions sur le milieu, harmonisent leurs priorités environnementales et influent sur leurs programmes respectifs en partageant leurs expériences et l'information, de manière à améliorer la performance de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- **L'intérêt de la communauté financière et des prêteurs.** La communauté financière s'intéresse de plus en plus à la performance environnementale et sociale des entreprises (p. ex., indice de durabilité Dow Jones, gestionnaires de fonds communs de placement). Plusieurs systèmes créés pour évaluer cette performance comportent des critères relatifs aux achats écologiques. D'autres intervenants tels que les collectivités locales, les clients, les groupes de défense de l'environnement et les actionnaires exercent des pressions sur les gouvernements et les compagnies en faveur de la prise de décisions écologiquement rationnelles. Ces pressions s'intensifient à mesure que l'information disponible se multiplie et que la sensibilisation aux problèmes environnementaux s'accroît. Outre les risques élevés que représente l'acquisition d'une mauvaise réputation, les organisations des secteurs public et privé prennent de plus en plus conscience du fait que la portée de la responsabilité légale et des risques liés aux produits s'étend.
- **L'évitement de l'approche réglementaire.** Les achats écologiques représentent un moyen proactif de stimuler une production et une consommation durables. La solution de rechange à cette approche d'« autosurveillance » est souvent la réglementation des pratiques d'approvisionnement. La réglementation est plus coûteuse pour les organisations et est moins souple que les programmes autogérés. Au bout du compte, l'approche réglementaire peut être un

---

<sup>49</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. 2002. *Recommandation du Conseil sur l'amélioration des performances environnementales des marchés publics*. <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.

moyen plus lent et moins efficace de stimuler les achats écologiquement et socialement rationnels ainsi que l'expansion du marché des écoproduits.

### Les défis à relever

Les organisations des secteurs public et privé auront à relever plusieurs défis en ce qui concerne la mise en œuvre et la promotion des programmes d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord :

- **La présence de groupes écologiques mal informés.** Un important défi auquel font face les activités d'approvisionnement écologique en général est la présence de groupes écologiques bien intentionnés qui risquent de ne pas voir l'ensemble du tableau et d'envoyer des messages contradictoires. Cela peut engendrer des frustrations dans les services d'approvisionnement et miner les efforts d'écologisation des achats. Il semblerait que l'on doive s'efforcer de faciliter les communications entre les groupes écologiques pour faire en sorte que leurs activités de défense de l'environnement envoient un message cohérent aux responsables des achats (p. ex., diffusion d'information sur la nature précise des types de voiture, de papier, etc., qui sont écologiquement rationnels)<sup>50</sup>.
- **L'absence de définitions claires.** De nombreux professionnels et services d'approvisionnement manquent encore d'information claire sur la définition des produits et services écologiquement rationnels. La situation devient particulièrement complexe lorsqu'une organisation doit soupeser de multiples attributs écologiques dans le cadre de son processus décisionnel.
- **L'intégration aux systèmes de gestion.** Les organisations décentralisées doivent disposer de systèmes de gestion harmonisés pour assurer la mise en œuvre uniforme des initiatives liées aux achats écologiques. Dans le secteur public, de nombreuses activités d'approvisionnement écologique sont issues de la base et ont été amorcées isolément par des petits groupes ou des agents préposés aux acquisitions. L'intégration de ces activités à un système de gestion de la qualité ou de l'environnement peut contribuer à l'établissement d'objectifs, de niveaux cibles et de méthodes de mesure dans l'ensemble de l'organisation.
- **La sensibilisation des professionnels de la commercialisation et de la vente.** Pour les compagnies qui vendent et commercialisent des produits écologiques, la sensibilisation des vendeurs aux attributs écologiques de ces produits représente un défi. Ce facteur est particulièrement important dans les secteurs d'activité où le taux de roulement du personnel est élevé. La stimulation de la demande de la clientèle en écoproduits est un élément clé, mais si les employés ne communiquent pas activement l'information nécessaire, l'organisation perd d'importantes occasions de conscientiser les consommateurs.
- **Les obstacles possibles au commerce international.** Les enjeux liés à la mondialisation et aux échanges internationaux pourraient entraver la mise en place de programmes d'approvisionnement écologique dans les secteurs public et privé. Dans les sphères internationales, on a déjà discuté du fait que les écoétiquettes pouvaient constituer des obstacles au commerce, et ces discussions se poursuivront vraisemblablement à l'avenir. Il s'est produit des cas où l'écoétiquetage avait pour objet de soutenir certains produits sur des marchés précis (p. ex., le vaste mouvement de réclamation, par les consommateurs britanniques, de l'étiquetage des aliments contenant des OGM). En conséquence, les organismes s'occupant d'écoétiquetage ont tendance à miser sur des critères écologiques clairs, reposant sur des bases scientifiques, lorsqu'ils mettent leurs programmes sur pied. Par exemple, la municipalité de Kolding (Danemark) ne peut pas exiger que les produits demandés portent une écoétiquette (telle que le Cygne nordique ou la Fleur européenne) lorsqu'elle élabore des appels d'offres comportant des critères environnementaux. En effet, si elle imposait cette exigence, elle enfreindrait les dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que la législation de l'Union européenne sur l'ouverture des marchés et l'égalité d'accès. Une municipalité peut, en revanche, énoncer des exigences environnementales semblables ou identiques à celles imposées par un programme d'écoétiquetage. À ce sujet, il importe de signaler

---

<sup>50</sup> Case, S. Communication personnelle. Le 25 novembre 2002.

qu'un récent rapport du groupe de la CCE chargé d'analyser les liens entre les achats écologiques et la politique commerciale conclut que des accords comme ceux du Cycle d'Uruguay, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA) n'instituent aucun obstacle grave à l'écologisation des achats en Amérique du Nord<sup>51</sup>.

- **La transformation des attitudes axées sur le coût initial.** La modification des comportements au sein des services d'approvisionnement est un défi de première importance dont beaucoup d'organisations des secteurs public et privé ont fait état. Dans bien des cas, les activités d'acquisition sont basées sur des relations établies de longue date avec les fournisseurs, sur les préférences personnelles ou sur les préférences de marque. On a affirmé que le coût initial était le principal facteur sur lequel reposent les décisions d'achat. De nombreux organismes gouvernementaux n'ont pas adopté de pratiques d'approvisionnement qui prennent en compte le coût total de possession ou le coût des produits sur l'ensemble du cycle de vie. La diffusion d'information et d'outils pouvant transformer ces attitudes de manière à favoriser les produits écologiques sera un facteur déterminant de la modification du statu quo.
- **Une information environnementale insuffisante et non comparable.** Souvent, on ne dispose pas d'une information environnementale suffisante sur certains produits (p. ex., la compagnie Interface exige des renseignements sur l'énergie intrinsèque des matériaux fournis, renseignements que la plupart des fournisseurs ne possèdent pas). La fourniture de cette information d'une façon qui est pertinente pour les responsables des achats, et appropriée dans le contexte des exigences techniques à respecter et des processus décisionnels à appliquer, représente un défi additionnel. Par exemple, la Bank of America a dû déployer beaucoup d'efforts pour convaincre un comité de normalisation du secteur financier d'accepter que du papier recyclé soit utilisé pour les chèques et les autres documents bancaires portant des codes<sup>52</sup>.

---

<sup>51</sup> Early, J. 2003. *Green Procurement in Trade Policy*. Montréal : CCE. 19 p.

<sup>52</sup> PPRC. 1999. *Sustainability and Green Procurement : Getting Down to Brass Tacks*. Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center. Voir <[www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html](http://www.pprc.org/pprc/pubs/newlets/news1199.html)>.

## 5 Conclusions

Dans le cadre de nos activités de collecte de renseignements sur les expériences fructueuses, des entrevues que nous avons réalisées avec des représentants de diverses organisations des secteurs public et privé, et de notre examen de la documentation, nous avons constaté que des programmes d'approvisionnement écologique ont été mis en place en Amérique du Nord à divers échelons de gouvernement, de même que dans l'entreprise privée. Les gouvernements discernent les avantages que leur procurent les programmes d'approvisionnement « vert » sous forme, par exemple, d'économies engendrées par la réduction de la consommation d'énergie et de ressources ou la diminution des coûts liés à la gestion des produits non écologiques. Ils retirent de ces programmes d'autres avantages d'ordre qualitatif, par exemple l'amélioration de leur image et la réalisation d'objectifs en matière de politiques ou de programmes. Dans l'entreprise privée, les achats écologiques sont considérés comme un moyen d'améliorer les produits et les méthodes d'exploitation, du point de vue de l'environnement, afin de réduire les risques et le coût total de possession ainsi que d'améliorer la performance environnementale de la chaîne d'approvisionnement. En dépit de légères différences d'une organisation à l'autre, les programmes d'approvisionnement écologique mis en œuvre dans les secteurs public et privé adoptent essentiellement quatre approches :

- L'achat de produits ou services écoétiquetés.
- L'évaluation interne des produits et services envisagés.
- L'évaluation par un tiers des produits et services envisagés.
- Les interventions touchant la chaîne d'approvisionnement.

Nous avons également observé que, tant dans l'administration publique que dans l'entreprise privée, l'adoption de ces approches est souvent issue de la base, ayant été amorcée au sein des services chargés de l'administration, de l'approvisionnement, de l'environnement ou de l'exploitation. Les activités d'approvisionnement écologique menées dans les secteurs public et privé sont souvent basées sur des normes établies concernant les produits, ou sur des programmes d'écoétiquetage et de certification qui indiquent les attributs écologiques ou la performance environnementale des produits achetés. Même si les renseignements fournis par les écoétiquettes et les certifications sont de beaucoup meilleure qualité qu'il y a une décennie – époque où ils s'adressaient avant tout aux simples consommateurs – la multiplication des programmes d'étiquetage engendre un risque de confusion. La clarification et l'harmonisation des normes relatives à l'étiquetage et aux déclarations environnementales, à l'échelle des gouvernements nationaux et des organismes d'étiquetage et de normalisation, constitueraient un important moyen de favoriser l'expansion des programmes d'approvisionnement écologique dans les administrations publiques.

Dans le secteur privé, on observe des tendances légèrement différentes en matière d'achats écologiques. Conscientes de l'impératif du bénéfice net, les entreprises qui mènent la marche considèrent l'écologisation des achats comme une composante logique d'un programme efficace de gestion des acquisitions et de la chaîne d'approvisionnement. Les compagnies ont tendance à appliquer les approches de l'évaluation interne, de l'évaluation par un tiers et des interventions touchant la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de leurs pratiques. La mesure du coût total de possession amène les entreprises à collaborer avec leurs fournisseurs en vue d'optimiser le rendement des produits et des méthodes d'exploitation, d'établir de solides relations acheteur-fournisseur et d'améliorer la performance environnementale de la chaîne d'approvisionnement. Cependant, les entreprises privées se montrent réticentes à mettre en place des programmes d'approvisionnement écologique si ceux-ci ne comportent pas d'avantages commerciaux clairement démontrés pour elles-mêmes ou pour leurs clients.

Les expériences fructueuses décrites dans le présent rapport, ainsi que dans d'autres ressources documentaires sur les achats écologiques, illustrent les arguments commerciaux et les avantages concrets qui peuvent inciter les organisations des secteurs public et privé à appliquer des programmes d'approvisionnement écologique. De nombreuses organisations ont réalisé des économies ou évité des

frais liés à l'achat, à l'utilisation, à la manutention et à l'élimination de certaines substances. Même si les achats écologiques engendrent divers autres avantages quantifiables, les économies réalisées et la réduction des risques sont peut-être ceux qui se manifestent de la façon la plus constante dans tous les types de secteurs d'activité et d'organisations. En outre, des organisations ont retiré des avantages d'ordre plus qualitatif comme l'amélioration de leur propre image ou de celle de leur marque, ou l'aptitude à respecter des engagements pris dans le cadre des politiques. Ces derniers avantages méritent d'être pris en compte dans un climat où les activités des organismes publics et des entreprises sont de plus en plus influencées par des citoyens, des organisations non gouvernementales et des travailleurs bien renseignés sur les enjeux environnementaux et sociaux liés aux produits et aux services.

Il importe de mener des activités efficaces de diffusion d'information sur ces avantages, en employant un langage auquel les organisations des secteurs public et privé seront sensibles, pour favoriser l'expansion des activités d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord. En particulier, il est essentiel de documenter les économies réalisées et les coûts évités par des programmes précis, afin de lutter contre les attitudes axées sur le coût initial au sein des services d'approvisionnement. Dans le secteur privé, les possibilités de réduction de la fréquence ou de la gravité des accidents, de la responsabilité légale et des frais de manutention et d'élimination de certaines substances représentent d'importants avantages à faire valoir. Les entrevues et les descriptions d'expériences fructueuses nous indiquent que les organisations ont tendance à recourir à quatre principaux moyens de mesure des résultats et des avantages des programmes d'approvisionnement écologique : la mesure des économies directes; l'estimation des avantages pour l'environnement; la mesure des dépenses engagées; l'estimation des coûts cachés et des économies potentielles. Le suivi et la mesure des activités d'approvisionnement écologique et de leurs avantages représentent un domaine sur lequel il faudrait mettre davantage l'accent dans les administrations publiques aussi bien que dans l'entreprise privée.

Les entrevues et les descriptions d'expériences fructueuses nous ont révélé que les services d'approvisionnement et les organismes de soutien et de promotion des achats écologiques ont plusieurs défis à relever. Quatre de ces défis sont communs aux secteurs public et privé :


- Il faut lutter contre les attitudes axées sur le coût initial et assurer l'adoption d'une approche basée sur le coût total de possession, tenant compte des coûts d'achat, d'utilisation, de manutention, de stockage, de transport et d'élimination.
- On dispose souvent de renseignements insuffisants sur la performance environnementale des produits évalués dans le cadre des décisions d'achat.
- Les activités d'approvisionnement écologique ne sont pas entièrement intégrées aux systèmes de gestion existants (de l'environnement, de la qualité, etc.), ce qui donne souvent lieu à des initiatives isolées en matière d'achat d'écoproduits.
- Les produits écologiquement rationnels ou écoétiquetés pourraient être considérés comme des obstacles au commerce international.

Il faudra procéder à un examen plus approfondi de plusieurs questions, au cours des années à venir, pour continuer de promouvoir les achats écologiques en Amérique du Nord :

- Poursuivre les activités d'information et de sensibilisation concernant les arguments commerciaux, les expériences fructueuses et les pratiques exemplaires d'approvisionnement écologique, notamment les activités de réseautage entre les responsables des achats, les organismes gouvernementaux et internationaux ainsi que les organisations des secteurs public et privé.
- Promouvoir les normes existantes relatives aux produits et aux services ainsi que les critères d'approvisionnement déjà établis auprès des responsables gouvernementaux des achats, et en favoriser l'adoption.
- Intensifier les activités de coopération internationale afin que les organismes s'occupant d'écoétiquetage et de normalisation échangent de l'information sur les normes et les critères d'approvisionnement. Cela contribuerait à favoriser la reconnaissance réciproque ainsi que l'équivalence des écoétiquettes et normes.

- Diffuser de l'information et susciter un débat sur les moyens d'intégrer les activités d'approvisionnement écologique aux systèmes existants de gestion de l'environnement et de la qualité dans les organisations des secteurs public et privé.
- Fournir des techniques simples de suivi et de mesure servant à quantifier et à faire connaître les avantages des programmes d'approvisionnement écologique. Il faut disposer de méthodes de mesure et de diffusion d'information qui permettront de comparer des produits et services et qui permettront aux investisseurs privés et institutionnels, de même qu'aux banques et aux sociétés d'assurance, d'utiliser les renseignements recueillis.

En résumé, de nombreuses expériences fructueuses font ressortir les avantages et les possibilités concrètes que présente l'écologisation des achats en Amérique du Nord. Il existe un éventail de ressources et d'organisations qui peuvent aider les organismes gouvernementaux et les entreprises à adopter des pratiques d'approvisionnement écologique. Ces pratiques varient souvent en fonction du service, du produit, des ressources ou des matériaux achetés. Le fait d'évaluer, dans le cadre du processus d'acquisition, non seulement les critères traditionnels du coût, de la qualité, de la sécurité et du rendement technique des produits ou services, mais aussi les aspects liés à l'environnement et à la santé (et de leur accorder l'importance voulue dans les décisions d'achat), continue d'être le principal défi auquel font face tant les organismes publics que les entreprises privées.



## Annexe I Les attributs écologiques des produits

Plusieurs importants attributs écologiques des produits sont décrits dans le tableau ci-dessous. On trouvera des renseignements additionnels sur les divers attributs dans un guide des achats écologiques qui constitue l'annexe B d'un document de l'EPA intitulé *The EPA's Final Guidance on Environmentally Preferable Purchasing* (que l'on peut consulter sur Internet, à l'adresse suivante : <http://www.epa.gov/oppt/epp/guidance/finalguidanceappx.htm>) AppendixB).

Attribut écologique	Justification et avantages
Teneur en matières toxiques et en substances dangereuses	La réduction ou l'élimination de cette teneur dans un produit ou service, ou dans le cadre des activités connexes d'entretien, peut réduire considérablement les risques auxquels sont exposés les travailleurs, les clients et les transformateurs en fin de vie utile (p. ex., installations de retraitement ou de démantèlement).
Biodégradabilité	La biodégradabilité du produit ou de ses composantes peut avoir une incidence sur la salubrité de l'écosystème local ou régional. Elle peut réduire les risques et la responsabilité légale, de même qu'abaisser les coûts de manutention ou de traitement des déchets.
Recyclabilité	L'aptitude du produit, de ses composantes ou de ses matériaux constitutifs à être recyclés peut influencer sur les possibilités de récupération de la valeur inhérente des produits, matériaux, composantes et substances. La recyclabilité a en outre une incidence sur la facilité de récupération des substances dangereuses ou toxiques à la fin de la vie utile du produit <sup>53</sup> .
Teneur en matières recyclées ou renouvelables	L'utilisation de matières recyclées ou renouvelables dans les composantes ou les produits peut faire économiser des ressources, réduire les coûts, satisfaire aux exigences des clients et permettre à certaines organisations de se prévaloir de dégrèvements fiscaux <sup>54</sup> .
Émissions atmosphériques et rejets sur le sol et dans l'eau	L'achat de produits contenant des matériaux ou des substances chimiques qui occasionnent moins d'émissions ou de rejets peut contribuer à réduire les frais d'investissement associés au matériel de prévention de la pollution, à diminuer les risques et les coûts en matière de santé et de sécurité, à créer des possibilités de vente de crédits de pollution, ainsi qu'à améliorer l'environnement local et mondial. Il peut en outre occasionner un abaissement des coûts liés à l'obtention de permis et à l'observation des lois.
Déchets associés au produit ou au service	La réduction au minimum des déchets produits lors de la transformation, de la fabrication, de l'entretien, de l'utilisation et de la transformation en fin de vie utile peut faire diminuer les coûts normalement occasionnés par le transport et l'élimination des déchets ainsi que par la prévention de la pollution.
Consommation d'énergie	Le fait d'optimiser ou de réduire au minimum la consommation d'énergie aux stades de l'utilisation, de l'entretien, du fonctionnement et de la transformation en fin de vie utile peut engendrer des économies pour les clients ou les entreprises de services.
Utilisation des ressources et des sols	Les pratiques efficaces d'exploitation des ressources et d'utilisation durable des sols ont une incidence directe sur la sécurité de l'approvisionnement, l'obtention de permis d'exploitation, les relations avec la collectivité et l'image de marque.

<sup>53</sup> Il importe de signaler que les méthodes d'évaluation, de mesure ou de quantification de la recyclabilité font l'objet d'un débat.

<sup>54</sup> L'État du Missouri accorde des dégrèvements fiscaux aux entreprises qui vendent des produits contenant un certain pourcentage de matières recyclées.



## Annexe II Les programmes d'approvisionnement écologique en Amérique du Nord

La Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord participe aux activités d'un réseau trinational d'organisations qui joue un rôle de coordination afin de réunir les différents groupes s'intéressant à l'écologisation des achats à l'échelle nord-américaine; ce réseau est appelé Projet sur les achats écologiques en Amérique du Nord (PAEAN). Dans le cadre de ses travaux, le PAEAN a commencé à compiler une liste d'organisations qui ont mis en place des programmes d'approvisionnement écologique et d'organismes qui soutiennent les initiatives menées dans ce domaine. Cette liste devrait servir de ressource documentaire aux praticiens et aux promoteurs des achats écologiques.

### Entreprises privées

<i>Organisation</i>	<i>Nom du programme et type</i>	<i>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</i>
Staples	Papier écologique Politique d'approvisionnement	Owen Davis Public Relations +1 (508) 253-8468 < <a href="http://www.staples.com/products/centers/recycle/">http://www.staples.com/products/centers/recycle/</a> >
Home Depot	Bois certifié par le <i>Forestry Stewardship Council</i> (FSC, Conseil sur la gestion des forêts)	< <a href="http://www.homedepot.com/environment/forestry">www.homedepot.com/environment/forestry</a> >
Starbucks	Engagement quant à l'origine Achat de café certifié	< <a href="http://www.starbucks.com/aboutus/origins.asp">http://www.starbucks.com/aboutus/origins.asp</a> >
Ikea	La méthode IKEA d'approvisionnement Produits d'ameublement de maison	<a href="mailto:prco@memo.ikea.com">prco@memo.ikea.com</a> < <a href="http://www.ikea.com/about_ikea/code_of_conduct/sppliers.asp">http://www.ikea.com/about_ikea/code_of_conduct/sppliers.asp</a> >
Aveda	Achat de produits bio-industriels selon la norme relative à l'agriculture durable de l' <i>Institute for Agriculture and Trade Policy</i> (IATP, Institut de l'agriculture et de la politique commerciale)	Mary Tkach <a href="mailto:mtkach@aveda.com">mtkach@aveda.com</a>
Cargill Dow LLC	Achat de produits bio-industriels selon la norme relative à l'agriculture durable de l'IATP	Karl Rabago <a href="mailto:karl_rabago@cargilldow.com">karl_rabago@cargilldow.com</a>

## Programmes des gouvernements fédéraux et organisations internationales

<i>Organisation</i>	<i>Nom du programme et type</i>	<i>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</i>	<i>Autres commentaires</i>
Banque mondiale	Approvisionnement écologiquement et socialement rationnel	Maureen Moore tél. : (202) 473-6518 <a href="mailto:mmoore@worldbank.org">mmoore@worldbank.org</a>	
Polygone d'essai d'Aberdeen de l'Armée américaine	Achat de peintures écologiquement rationnelles	US EPA EPP Program <a href="mailto:epp.pilot@epa.gov">epp.pilot@epa.gov</a>	
Parcs nationaux de Yellowstone et Grand Teton	Produits de nettoyage écologiquement rationnels		
<i>Environmental Protection Agency, Office of Administration &amp; Resource Mgmt.</i> (Service d'administration et de gestion des ressources de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis)	Objectifs pour 2005 et 2010 concernant l'achat de produits écologiquement rationnels aux termes du décret 13101	Terry Grist Office of Solid Waste – MISWD  Marjorie Buchanan OARM – FMSSD	Objectifs concernant l'achat de produits écologiquement rationnels : matériaux de construction, fournitures de bureau et produits de nettoyage, matériel électronique, parcs de véhicules automobiles, énergie et autres
Producteurs de café mexicains	Café certifié biologique, échangé équitablement ou cultivé à l'ombre	Willem J. Boot Boot Coffee Consulting and Training <a href="mailto:wboot@bootcoffee.com">wboot@bootcoffee.com</a>  Armando Bartra Instituto Maya <a href="mailto:circo@laneta.apc.org">circo@laneta.apc.org</a>	La plupart des producteurs de café certifié au Mexique sont regroupés en coopératives
Environnement Canada	Politique d'acquisition écologique d'Environnement Canada	< <a href="http://www.ec.gc.ca/eog-oeq/greener_procurement/f-Greener_Procurement.htm">www.ec.gc.ca/eog-oeq/greener_procurement/f-Greener_Procurement.htm</a> >	

## Programmes des gouvernements étatiques, provinciaux et locaux

<b>Organisation</b>	<b>Nom du programme et type</b>	<b>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</b>	<b>Autres commentaires</b>
Californie : <i>Dept. of General Services, Procurement Division</i> (ministère des Services généraux, Division de l'approvisionnement)	Projet d'approvisionnement écologique	Earl Santee tél. : (916) 375-4423 <a href="mailto:Earl.Santee@dgs.ca.gov">Earl.Santee@dgs.ca.gov</a>	La Direction est en train d'instituer un programme complet d'achat de produits écologiquement rationnels
Pennsylvanie : <i>Department of Environmental Protection</i> (ministère de la Protection de l'environnement)	Programme d'hébergement dans des établissements hôteliers « écologiques »	Libby Dodson tél. : (717) 772-8907 <a href="mailto:ldodson@state.pa.us">ldodson@state.pa.us</a> < <a href="http://www.dep.state.pa.us/dep/d_eputate/pollprev/industry/hotels/default.htm">http://www.dep.state.pa.us/dep/d_eputate/pollprev/industry/hotels/default.htm</a> >	24 établissements hôteliers ont été certifiés par <i>Green Seal</i> pour les déplacements et réunions d'employés
Virginie : <i>Department of Environmental Quality</i> (ministère de la Qualité de l'environnement)	Hébergement dans des établissements hôteliers « écologiques »	Tom Griffin tél. : (804) 698-4545 <a href="mailto:rtgriffin@deq.state.va.us">rtgriffin@deq.state.va.us</a> < <a href="http://www.deq.state.va.us/p2/loqing/">http://www.deq.state.va.us/p2/loqing/</a> >	Description de 20 établissements hôteliers et données d'évaluation sur plusieurs d'entre eux
Vermont : <i>Agency for Natural Resources</i> (Agence des ressources naturelles)	Programme d'hébergement dans des établissements hôteliers « écologiques »	< <a href="http://www.vtgreenhotels.org/">http://www.vtgreenhotels.org/</a> >	Liste de nombreux établissements hôteliers qui satisfont aux normes du programme
Massachusetts	Programme d'achat de produits écologiquement rationnels	Marcia Deegler Operational Services Division (617) 720-3356 < <a href="http://www.state.ma.us/osd/environment/enviro.htm">http://www.state.ma.us/osd/environment/enviro.htm</a> >	
Californie : <i>Dept of General Services</i> (ministère des Services généraux) et <i>California Integrated Waste Mgmt Board</i> (Conseil de gestion intégrée des déchets de la Californie)	Campagne d'achat de produits recyclés dans les organismes de l'État	State Agency Buy Recycled Campaign (916) 341-6483 <a href="mailto:sabrc@ciwmb.ca.gov">sabrc@ciwmb.ca.gov</a>	Activité conjointe de mise en œuvre des mesures législatives prescrivant aux organismes et à l'assemblée législative de l'État d'acheter des produits contenant des matières recyclées

<b>Organisation</b>	<b>Nom du programme et type</b>	<b>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</b>	<b>Autres commentaires</b>
Oregon : <i>Dept of Administrative Services</i> (ministère des Services administratifs)	Décret EO-00-07 sur l'élaboration d'une stratégie de promotion de la durabilité dans les activités internes de l'administration de l'État	Cam Birnie Transportation, Purchasing and Print Services Division, Dept of Admin Services (503) 378-4643 <a href="mailto:Cam.Birnie@state.or.us">Cam.Birnie@state.or.us</a>	Le décret prescrit des mesures d'achat d'électricité provenant de sources renouvelables (éolienne, solaire, géothermique, biomasse)
Wisconsin : <i>Bureau of Procurement</i> (Bureau de l'approvisionnement)	Système d'approvisionnement par Internet, politique relative à l'achat exclusif de papier recyclé	David Radisewitz Bureau of Procurement (608) 266-2313 <a href="mailto:david.radisewitz@doa.state.wi.us">david.radisewitz@doa.state.wi.us</a> < <a href="http://vendomet.state.wi.us/vendornet/recycle/index.asp">http://vendomet.state.wi.us/vendornet/recycle/index.asp</a> >	Le système s'applique aux organismes de l'État et aux campus d'université
Ville de Toronto (Ontario)		Lou Pagano, Purchasing and Materials Mgmt Division City of Toronto <a href="mailto:lpagano@toronto.ca">lpagano@toronto.ca</a>	
Ville de Phoenix (Arizona)	Programme relatif aux achats de matières dangereuses	< <a href="http://www.ci.phoenix.az.us/P2/index.html">www.ci.phoenix.az.us/P2/index.html</a> >	
Ville de New York (New York)	Réglementation sur l'achat de bois écologiquement rationnel (Int. No. 108) par les organismes de la Ville	Ned Daly Consumer's Choice Council (202) 785-1950 <a href="mailto:daly@attglobal.net">daly@attglobal.net</a>	La réglementation porte sur les matériaux de construction
Ville de New York (New York)	Programme de réduction des déchets, achat de produits écologiquement rationnels	< <a href="http://www.nycwasteless.org/gov/epp.html">http://www.nycwasteless.org/gov/epp.html</a> >	
Ville de Santa Monica (Californie)	Politiques et ordonnances relatives à l'approvisionnement	Environmental Programs Division (310) 458-2255	Les politiques s'appliquent à plusieurs produits et services
Ville de Chicago (Illinois) et <i>Local Government Power Alliance</i> (Alliance pour la consommation d'énergie verte par les administrations locales)	Achat d'électricité verte		La ville achètera 20 % de son électricité (80 MW) auprès de sources renouvelables d'ici 2006

<b>Organisation</b>	<b>Nom du programme et type</b>	<b>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</b>	<b>Autres commentaires</b>
Comté de King (Washington)	Programme d'approvisionnement écologique	Eric Nelson King County Procurement and Contract Services (206) 263-4278 <a href="mailto:eric.nelson@metrokc.gov">eric.nelson@metrokc.gov</a> < <a href="http://www.metrokc.gov/procure/green">http://www.metrokc.gov/procure/green</a> >	Le programme vise plusieurs catégories de produits
Comté de Lee (Floride) <i>Fleet Management Department</i> (Service de gestion du parc de véhicules automobiles)	Repérage de produits pouvant remplacer les produits de nettoyage à base de pétrole et certains liquides pour automobile	Dale L. Nottingham Lee County Environmental Services Division (941) 479-8126 <a href="mailto:nottingd@bocc.co.lee.fl.us">nottingd@bocc.co.lee.fl.us</a>	Le comté n'a pas adopté de politique officielle d'approvisionnement écologique, mais les ministères s'intéressent de plus en plus aux éco-produits
Comté de Cape May (New Jersey)	Gestion intégrée de la lutte contre les ravageurs	Harry E. Kehr Dept. of Facilities and Services (609) 465-1296	Le comté a économisé près de 45 000 \$US en réduisant la quantité de produits chimiques utilisée
Comté de Multnomah (Oregon) <i>Department of Environmental Services</i> (Direction des services environnementaux)	Programme de conservation d'énergie, achat d'équipement économe en énergie	Amy Joslin Multnomah County Dept of Environmental Services (503) 248-3322 <a href="mailto:amy.m.joslin@co.multnomah.or.us">amy.m.joslin@co.multnomah.or.us</a>	Aucune exigence n'est officiellement imposée quant à l'approvisionnement écologique, mais celui-ci est encouragé par la commission du comté et étayé par les résultats financiers
Colgate University (New York)	Programme d'achats écologiques	Barbara Walker Purchasing Dept (315) 228-7474 <a href="mailto:walker@mail.colgate.edu">walker@mail.colgate.edu</a> < <a href="http://offices.colgate.edu/purchasing/green_purchas.htm">http://offices.colgate.edu/purchasing/green_purchas.htm</a> >	

## Organismes de soutien des programmes d'approvisionnement écologique

<i>Organisme</i>	<i>Nom du programme et type</i>	<i>Coordonnées de la personne-ressource et site Web</i>
<i>Pacific Northwest Pollution Prevention Resource Center</i> (Centre de ressources pour la prévention de la pollution dans la région nord-ouest de la côte du Pacifique)	Recueil thématique sur les achats écologiques (novembre 2002)	<a href="http://www.pprc.org/pprc/pubs/topics/envpurch.html">www.pprc.org/pprc/pubs/topics/envpurch.html</a>
<i>Center for a New American Dream</i> (Centre pour un nouveau rêve américain)	Programme de stratégies d'approvisionnement	<a href="http://www.newdream.org/procure">www.newdream.org/procure</a>
<i>National Association of Counties</i> (Association nationale des comtés)	Programmes de prévention de la pollution : achat de produits écologiquement rationnels	<a href="http://www.naco.org/programs/environ/pollution/purchas.cfm">www.naco.org/programs/environ/pollution/purchas.cfm</a>
<i>National Pollution Prevention Roundtable's Environmentally Preferable Purchasing Workgroup</i> (Groupe de travail sur l'achat de produits écologiquement rationnels de la Table ronde nationale sur la prévention de la pollution)		<a href="http://www.p2.org/workgroup/epp/">www.p2.org/workgroup/epp/</a>
<i>Environmental Protection Agency</i> (Agence de protection de l'environnement des États-Unis)	Programme de directives exhaustives sur l'approvisionnement	<a href="http://www.epa.gov/cpg">www.epa.gov/cpg</a>
<i>Green Seal</i> (Sceau vert)		<a href="http://www.green seal.org">www.green seal.org</a>
<i>Consumer's Choice Council</i> (Conseil sur le choix du consommateur)		<a href="http://www.consumerscouncil.org">www.consumerscouncil.org</a>
EPA et <i>Department of Energy</i> (ministère de l'Énergie des États-Unis)	Programme d'achat de produits écologiquement rationnels	<a href="http://www.epa.gov/oppt/epp">www.epa.gov/oppt/epp</a>
<i>Institute for Agriculture and Trade Policy</i> (IATP, Institut de l'agriculture et de la politique commerciale))	Programme de certification des pratiques agricoles durables pour les produits bio-industriels	<a href="mailto:jkeinschmit@iatp.org">jkeinschmit@iatp.org</a> <a href="http://www.iatp.org">www.iatp.org</a> Bulletins (gratuits) sur des questions relatives aux achats écologiques : <a href="http://www.iatp.org/listarchive">www.iatp.org/listarchive</a> (lien avec « market power »)